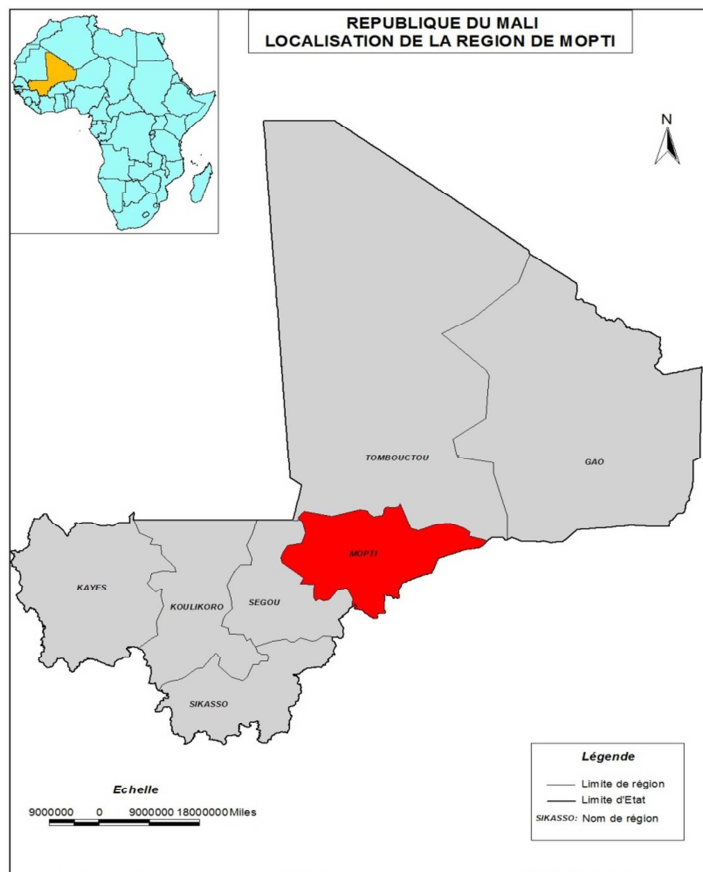


ACTION MOPTI

Etude Situation de Référence – PADLM 2



Mars 2015

Données de
Décembre 2013

Table des matières

SIGLES	3
RESUME EXECUTIF	4
1. OBJET ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE	5
1.1 Contexte.....	5
1.2 Objet enjeux du projet	5
1.3 Objet de l'étude	6
1.4 Méthodologie.....	6
2. RESULTATS DE L'ETUDE	9
2.1 ELEMENTS DU CONTEXTE REGIONAL	9
2.2 RESULTATS DE LA DECENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE	17
2.3 RESULTATS FILIERE PECHE.....	18
2.4 LE GENRE ET LA PRISE EN COMPTE DES FEMMES	19
2.5 RESULTATS SERVICES SOCIAUX.....	20
2.6 NIVEAU DE CONNAISSANCE DES ENJEUX ET PROBLEMATIQUES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE AU MALI PAR LES HABITANTS DE MAUREPAS ET DES COMMUNES VOISINES (COIGNIERES, CASQY).....	23
3. REVISION ET AFFINEMENT DES INDICATEURS DEFINIS DANS LE DOCUMENT DE STRATEGIE DE SUIVI-EVALUATION	24
3.1 Tableau des objectifs et indicateurs d'effets du PADLM.....	24
3.2 Tableau des indicateurs de résultats et de suivi du PADLM.	24
4. SITUATION DE REFERENCE DES INDICATEURS D'IMPACT ET D'EFFET ET VALEURS CIBLES DES INDICATEURS POUR LA PERIODE DE 2014 A 2017	28
5. LE PLAN DE SUIVI DES INDICATEURS AVEC DES VALEURS CIBLES	34
CONCLUSION	45
ANNEXES	47

SIGLES

AGR :	Activité génératrice de revenu
ASACO :	Association de santé communautaire
ATPC :	Assainissement Total Piloté par la Communauté
CAP :	Centre d'animation pédagogique
CGS :	Comité de gestion scolaire
CSCOM :	centre de santé communautaire
CSCRIP :	Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté
DEF :	Diplôme d'études fondamentales
FDAL :	Fin de la Défécation à l'Air Libre
FENASCOM :	Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire du <i>Mali</i>
FLE/FLS/FOS :	Français et de Français Langue Etrangère
GIRE :	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IFM :	Institut de formation des maîtres
MDG :	Objectif du millénaire pour le développement
OCB :	Organisations communautaires de base
OMS :	Organisation Mondiale de la Santé
ONG :	Organisation non gouvernementale
OP :	organisation professionnelle
OSC :	Organisations société civile
OSP :	Organisation socio-professionnelle
PADLM :	Programme d'Appui au Développement Local
PALM :	Programme d'appui à la lecture à Mopti
PBSG :	Planification et la budgétisation sensibles au genre
PDESC :	Programme de développement économique, social et culturel
PISE :	Programme d'investissement sectoriel de l'éducation
PNUD :	Programme des nations unies pour le développement
PRODEC :	Programme Décennal de Développement de l'Éducation
PSA :	Plan Stratégique d'Assainissement
PVVIH :	Personnes Vivant avec le VIH
RGPH :	Recensement général de la population et de l'habitat
TAP :	taux d'achèvement du primaire
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
VIH :	<i>virus de l'immunodéficience humaine</i>

RESUME EXECUTIF

Le gouvernement malien a élaboré un Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CRSCR) pour la période 2012-2017. C'est un cadre de référence pour toutes les interventions en matière de développement au Mali.

Le Programme d'Appui au Développement Local à Mopti (PADLM2) s'inscrit en droite ligne du Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CRSCR) dont l'objectif est de « *lutter contre la pauvreté par des prestations de services socio-économiques améliorées et par la décentralisation* » ; il est en parfaite adéquation avec les axes d'interventions prioritaires.

Les axes d'intervention du PADLM tiennent compte des orientations majeures des politiques nationales sectorielles (PRODESS, PRODEC etc.).

L'objectif du PADLM 2 au Mali est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu urbain et rural, par une approche qui prend en compte le contexte politique, économique, social, et culturel.

La phase 2 du PADLM est la suite logique de sa phase 1 dont l'évaluation a permis d'identifier quelques défis et problèmes majeurs à savoir :

- La faible capacité des élus locaux à mettre en place des services publics efficaces et efficients répondant aux besoins prioritaires des populations ;
- Une société civile émergente, peu opérationnelle et performante ;
- Un faible accès des populations aux services sociaux de base : éducation, santé, hydraulique etc.

La présente étude vise à établir la situation de référence en Gouvernance locale et Décentralisation, en Santé, éducation, Eau-Hygiène-Assainissement dans la zone d'intervention du programme à des fins de suivi des indicateurs, des progrès, produits, effets/changements. Elle collectera aussi toutes les autres données pertinentes dont l'analyse permettra de faire des comparaisons et tirer des conclusions sur l'efficacité du programme à son terme.

Dans la conduite de l'étude, la méthodologie utilisée a consisté en la revue documentaire et collecte des données au niveau central et régional et aux entretiens semi-structurés avec les acteurs clefs du programme.

L'étude a fait recours à la méthode quantitative d'échantillons statistiquement représentatifs et aux méthodes qualitatives permettant l'étude approfondie des questions sélectionnées ou présentant des aperçus critiques.

L'échantillonnage a été fait sur la base de la zone d'intervention du programme. 1/3 des communes de chaque cercle a été touché par les enquêtes. Au total 15 communes ont été enquêtées sur les 32 du programme.

L'étude a permis de dégager les grandes tendances, les services sociaux de base, les indicateurs, le référentiel de l'année 2013 consignés dans le rapport.

1. OBJET ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

1.1 Contexte

Le Mali traverse depuis des décennies une période de crise économique et de mutations sociopolitiques importantes, aggravées dans les années 80 par l'application des Programmes d'ajustement structurel (PAS). Cette situation s'est détériorée davantage en 2012 avec le coup d'état militaire et l'occupation par les djihadistes des régions du nord dont une partie de la région de Mopti.

Après deux décennies de réformes structurelles engagées, les résultats sont globalement contrastés avec de bonnes performances macro-économiques et de faibles niveaux de développement social marqués par l'aggravation des inégalités et la faiblesse persistante du niveau de vie des populations. Le Mali reste un des pays les plus pauvres au monde. L'élan démographique présage d'importants problèmes à satisfaire en matière d'alimentation, de santé, d'eau potable, d'éducation et d'emploi, entre autres. Selon, la sixième conférence de la table ronde des bailleurs de fonds tenue les 12 et 13 juin 2008, le Mali risque de ne pas atteindre plusieurs des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'horizon 2015.

Mopti, 5ème région économique et administrative du Mali, et zone d'intervention du programme, est l'une des régions les plus pauvres du Mali (la région à l'indice de développement humain le plus bas du pays, le revenu moyen par habitant est de 56 672 franc CFA contre une moyenne nationale de 120 874 F CFA / habitant / an). Près de 72% de sa population vit en dessous du seuil de pauvreté, ce qui réduit l'accès aux services de base. Le taux brut de scolarisation est de 40 % au premier cycle (contre 55,5% nationalement) ; et seulement de 4% au second cycle. Le taux de recours aux soins est faible (27 %) contre une moyenne nationale de 43%. La mortalité infanto - juvénile est 1,3 fois supérieure à la moyenne nationale et près de la moitié de la population n'a pas accès à l'eau potable. La gouvernance locale est marquée par une insuffisance de concertation et de coopération entre les acteurs, la faible implication des acteurs de la société civile locale dans les prises de décision, une faible mobilisation des ressources propres au bénéfice du développement local (moins de 20%), des services sociaux déficitaires et la non valorisation des potentiels économiques des communes.

1.2. Objet et enjeux du projet

L'objectif du programme au Mali est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations en milieu urbain et rural, par une approche qui prend en compte le contexte politique, économique, social, et culturel.

La phase 2 du PADLM est la suite logique de la phase 1 du même programme dont l'évaluation a permis d'identifier les problèmes majeurs suivants :

- La faible capacité des élus locaux à mettre en place des services publics efficaces et efficaces répondant aux besoins prioritaires des populations
- Une société civile émergente, peu opérationnelle et performante
- Un faible accès des populations aux services sociaux de base

La persistance d'une telle situation sociale constitue un frein au développement et un obstacle à l'atteinte des objectifs de réduction de la pauvreté.

Afin d'assurer les conditions d'un développement autonome et durable des communes, les principaux défis à relever sont : la croissance des revenus, une meilleure gouvernance, une meilleure prestation des services de base, et une plus grande participation de la société civile à la prise de décision politique, la protection de l'environnement.

En France, on note une faible perception des problématiques de développement en Afrique et des enjeux de la solidarité internationale. Les grands déséquilibres mondiaux, ont aggravé les difficultés de développement en Afrique. Les jeunes, futurs citoyens, et les adultes ne sont pas suffisamment informés pour pouvoir comprendre et mesurer l'interdépendance des populations du Nord et du Sud. Ils voient l'impact de leurs gestes quotidiens, de leurs choix politiques et économiques sur leur propre environnement physique et social mais très peu sur celui de leurs voisins du Sud.

Cela se traduit par une faible perception des problématiques particulières de développement en Afrique subsaharienne dans le contexte des rapports nord/sud et des enjeux des questions relatives au développement durable, tant sur le plan de l'environnement que sur les plans économique et humain.

1.3. Objet de l'étude

La présente étude vise à établir la situation de référence en Gouvernance locale et Décentralisation, en Santé, éducation, Eau-Hygiène-Assainissement dans la zone d'intervention du programme aux fins de suivi de progrès, produits et effets. Elle vise également à collecter toutes autres données pertinentes dont l'analyse permettra de faire des comparaisons et tirer des conclusions sur l'efficacité du programme à la fin de son exécution

1.4. Méthodologie

La méthodologie est articulée autour de la revue documentaire et collecte des données au niveau central et régional. L'étude couvre les éléments sociodémographiques et économiques relatifs au contexte régional ainsi que l'évaluation de la situation d'avant-projet dans les domaines d'intervention du PADLM 2. Compte tenu des moyens limités, il n'a pas été possible de réaliser une enquête socio-économique auprès des groupes cibles (jeunes, femmes, etc.). Les investigations se sont limitées à la collecte et compilation d'informations.

L'étude a été d'une certaine manière, contrariée par l'obsolescence des données qui dépend quasiment des trois sources que sont le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH), l'Enquête intégrale sur les conditions de vie des ménages (EICVM) et le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté (CSCR). La plus récente remonte déjà à 2011.

L'évaluation a fait recours à la méthode quantitative d'échantillons statistiquement représentatifs et aux méthodes qualitatives permettant l'étude approfondie des questions sélectionnées ou présentant des aperçus critiques.

Phase préparatoire :

Une rencontre de cadrage a suivi la signature du contrat le 20 novembre 2014. Cette rencontre, entre le commanditaires de l'étude (Action Mopti) d'une part, et d'autre part le cabinet BESSOC représenté par son directeur et les consultants, a permis une compréhension commune des termes de référence et un partage de la méthodologie et du chronogramme. Les commanditaires ont formulé des recommandations.

Le travail préliminaire a commencé avec la revue documentaire à travers deux approches : la lecture et la recherche documentaire et les entretiens exploratoires:

L'étude a été réalisée par une équipe de quatre (4) consultants : un socio-économiste, un spécialiste en santé, un spécialiste en éducation et un spécialiste en génie-sanitaire. L'équipe de consultants a proposé comme outils de collecte des questionnaires et guides d'entretien. Ces outils ont été validés lors d'un atelier à Mopti le 25 novembre 2014. Il s'agit de :

- Questionnaire 1 administré aux collectivités ;
- Questionnaire 2 administré à la Société civile et aux Organisations féminines ;
- Questionnaire 3 administré aux Organisations professionnelles et Organisations socioprofessionnelles ;
- Guide d'entretien 1 pour les services techniques ;
- Guide d'entretien 2 pour les organes de gestion des infrastructures ;
- Guide d'entretien 3 avec les partenaires techniques et financiers intervenant dans les filières concernées
- Guide d'entretien 4 : avec Action Mopti et Alliance Française

Les outils ont été testés et améliorés les 24 et 25 novembre 2014 à Mopti.

Echantillonnage

L'échantillonnage a été fait sur la base de la zone d'intervention du programme. 1/3 des communes de chaque cercle a été touché par les enquêtes. Au total 15 communes ont été enquêtées sur les 32 du programme. La répartition est ainsi faite dans le tableau suivant :

Tableau 1 : Communes choisies

Zones d'intervention/cercles	Communes d'intervention	Communes choisies	Communes choisies
1. Bandiagara	8	3	Bandiagara, Sangha et Soroli
2. Douentza	3	1	Douentza
3. Koro	5	2	Dougouténé1 et Koro,
4. Bankass	4	2	Bankass et Segué
5. Mopti	8	3	Mopti, Fatoma et Konna
6. Djenné	4	2	Djenné et Madiama
7. Tenenkou	3	1	Tenenkou
8. Youwarou	1	1	Youwarou
TOTAL	32	15	

Les communes de chaque cercle ont été choisies sur les critères suivants :

- Chef-lieu de commune
- Communes proches du chef-lieu / communes éloignées du chef lieu

Tableau 2 : Répartition des échantillons selon les critères de localisation

Cercle d'intervention	Communes choisies	Chef-lieu	Commune proche du chef-lieu	Commune éloignée du chef-lieu
Bandiagara	3	Bandiagara	Soroli	Sangha
Douentza	1	Douentza		
Koro	2	Koro,	Dougouténé1	
Bankass	2	Bankass		Segué
Mopti	3	Mopti	Fatoma	Konna
Djenné	2	Djenné		Madiama
Tenenkou	1	Tenenkou		Tenenkou
Youwarou	1	Youwarou		Youwarou
TOTAL	15	8	3	4

Les huit (8) chefs-lieux de cercle ont été ciblés, en plus de 3 communes proche du chef-lieu et 4 communes éloignées du chef-lieu de commune.

Groupes cibles

Les groupes cibles ont été identifiés selon leur capacité à fournir les informations nécessaires.

Les cibles des enquêtes se composent de :

- Collectivités aux trois niveaux : commune, cercle et région ;
- Les académies d'enseignement, les centres d'animation pédagogique, les instituts de formation des maitres, les CSCOM, Centres de référence, le commissariat exécutif du VIH/SIDA, les directions régionales et services locaux de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement, de l'hydraulique, de la pêche, de la culture, de la promotion de la femme et de l'enfant, du développement social ;
- Organisations de la société civile et organisations féminines ;
- Organes de gestion des infrastructures (CGS écoles, point d'eau, CGS maraichage, Banque de céréales), ASACO, FENASCOM ;
- Les organisations professionnelles (OP) et socioprofessionnelles (OSP) ;
- Action Mopti et Alliance française.

96 enquêtes ont menées comme réparties ainsi :

Tableau 4 : Nombre d'enquêtes par cercle

Mopti	Djenné	Tenenkou	Youwarou	Bandiagara	Bankass	Koro	Douentza
23	11	9	9	13	11	12	8

La phase de collecte

L'équipe s'est servie de trois techniques complémentaires de collecte des données.

- Le questionnaire a permis de recueillir les données quantitatives et d'établir des inventaires précis.
- L'entretien semi-directif avec les services techniques, les autorités communales et les personnes ressources des domaines concernés a permis de recueillir de manière approfondie l'opinion et les visions des acteurs et de construire une analyse.
- Les focus groupe auprès des acteurs locaux et groupes existants ont permis de croiser et valider les informations en tenant compte du genre et des catégories d'âge.

La collecte a été menée par sept enquêteurs supervisés par le Chef de mission. +

- Enquêteurs N°1 et N°2 : cercles de Mopti et Douentza
- Enquêteur N°3 : cercle de Bandiagara
- Enquêteur N°4 : cercle de Koro
- Enquêteur N°5 : cercle de Bankass
- Enquêteur N°6 : cercle de Youwarou
- Enquêteur N°7 : cercle Tenenkou

La collecte s'est déroulée du 26 novembre au 04 décembre 2014. A l'arrivée au site, l'enquêteur devrait rendre visite aux notabilités et échanger avec eux sur le programme de travail. Sur le terrain aucun changement de site n'a eu lieu. Les données recueillies ont été saisies sur fichier Excel pour une analyse sur le logiciel de traitement SPHINX.

Rédaction et soumission du rapport provisoire

Cette étape concerne le traitement, l'analyse et la synthèse des données recueillies à travers la revue documentaire, les interviews et les entretiens avec les groupes cibles pour l'élaboration du rapport provisoire. La démarche analytique a commencé avec l'établissement d'un bilan global de la collecte qui a permis de classer et trier les observations recueillies pour en déduire des constats. L'évaluation des données a permis de tirer des conclusions.

Comme précisé dans les termes de référence de la mission, l'analyse a porté principalement sur la pertinence, l'efficacité, l'impact et la pérennité du projet. Ce rapport est le produit provisoire soumis au commanditaire pour observations et suggestions.

Difficultés rencontrées

Le principal problème rencontré est l'absence de certaines données brutes ou désagrégées au niveau commune. Il n'a pas également été possible d'obtenir certaines informations à Djenné, Bankass ou Koro. Il faudrait lier ces cas à l'absence d'archives ou de documentation au niveau des services.

2. RESULTATS DE L'ETUDE

2.1 ELEMENTS DU CONTEXTE REGIONAL

Cinquième région administrative avec une superficie de 79.017 km² soit 6,34% du territoire national, la Région de Mopti est située au centre du Mali. Elle est limitée : au nord par la Région de Tombouctou, au sud par le Burkina Faso et la Région de Ségou, à l'Ouest par les cercles de Niono et Macina de la Région de Ségou et à l'est par le Burkina Faso et la Région de Tombouctou.

La Région de Mopti compte 117 collectivités dont 108 communes sur lesquelles on compte cinq (5) communes urbaines, huit (8) Cercles et 2.078 villages et fractions.

2.1.1 Cadre géographique

Relief et hydrographie de la Région de Mopti

La région comporte une zone inondée et une zone exondée. La zone inondée est constituée par une plaine inondable : le delta intérieur du Niger, composé de vastes prairies hydrophiles à bourgoutières inondables, d'étendues d'eau libre et de bras de fleuve.

Sur le plan hydrographique on note les fleuves, les lacs et les mares. La Région de Mopti est dominée par les eaux de surface. Elle est arrosée par le fleuve Niger (262 km) et ses affluents et défluent, le Bani (150 km) et la Volta noire à travers le Sourou. La Région de Mopti note la présence de plusieurs lacs dont on distingue :

- Sur la rive gauche du Niger : le lac Oualado (12 Km²) et le lac Débo (100Km²) ;
- Sur la rive droite du Niger : le lac Korientze (55Km²), le lac Korarou (170Km²), le lac Aougoundo (130Km²) et le lac Niangaye (400Km²).

Il existe une multitude de mares qui se révèlent très importantes pour leur exploitation agricole, piscicole et pastorale.

Les régions naturelles de la zone exondée sont au nombre de trois :

- *Le plateau Bandiagara-Hombori.* Le plateau de Bandiagara surplombe de 300 à 600 m sur une longueur de 200 km la plaine du Gondo-Séno par une paroi abrupte connue sous le nom de Falaise de Bandiagara. La Gandamia se dresse sur une hauteur de 500 à 600 mètres au-dessus des plaines sableuses qui l'entourent et les monts Hombori dont le plus haut culmine à 1.155 m. Tout le plateau de Bandiagara a été entaillé par le réseau hydrographique du Yamé, un affluent du fleuve Niger.
- *Le Gondo-Mondoro.* Plaine sableuse surplombée par les reliefs gréseux du plateau Dogon, de la Gandamia et du Hombori qui la surplombent. Au pied de la falaise de Bandiagara qui marque sa limite avec le plateau Dogon, des cordons de dunes orientés nord-est/sud-ouest se sont formés au Quaternaire.
- *Et le Gourma* limité successivement par les buttes tabulaires de la Gandamia et du Hombori qui la surplombent avec des murailles abruptes d'une hauteur de 500-600 m à 900m.

Sols, climat, végétation et flore

Le Mema – Sourango ou le Mema - Farimaké est localisé en zone sahélienne nord, avec trois types de sols : sols hydromorphes, plaines limono– sableuses et dunes sableuses. Le Mema – Dioura est occupé par des sols légers limono-sableux ou sablo-limoneux, limono-argileux.

Dans la zone lacustre, les sols sont légers, formés de sable-limoneux et de dunes, des sols lourds limono-argileux ou argilo-limoneux, de sols hydromorphes. Le Delta – vif est constitué de sols lourds argilo-limoneux ou limono-argileux.

Le Bodra /Bodaraa des dunes sableuses et des sols profonds à peu profond. Le Gourma dominé par deux types de sols : les sols limono-sableux et les sols gravillonnaires cuirassés. Dans le Séno Mango, on distingue trois types de sols : les sols sableux, les sols argilo- sableux et les sols limoneux. Le

SénoBankass est exclusivement limono-sableux. Dans leSamori sont localisées des sols limono-sableux, des sols limono-argileux des sols lourds argileux et hydromorphes.

La Région de Mopti s'étend du nord au sud entre la zone sahélienne et la zone soudano-sahélienne. Le climat est beaucoup plus caractérisé par la zone sahélienne avec une moyenne pluviométrique de 350 à 550 mm. On y rencontre deux saisons : une pluvieuse de juin à septembre et une sèche d'octobre à mai y compris une période froide de novembre à février avec de faibles amplitudes thermiques.

La Région de Mopti présente une grande variété de systèmes forestiers et de faciès. Elle dispose de sept (7) forêts classées toutes localisées dans le cercle de Youwarou et datant de la période coloniale (1946).

Les écosystèmes le delta nigérien, le plateau de Bandiagara, Hombori, le Séno et le gourma sont marqués par une dégradation continue. Les principales ressources forestières sont situées dans les forêts de Samori à Bankass, de Ségué à Koro, de Kelka à Douentza, de Farimaké à Youwarou.

Les espèces fauniques rencontrées dans la région sont :

- les éléphants dans la partie nord du gourma, les phacochères, les gazelles rufifron, les gazelles dorcas, l'oryctérope, les hyènes, le porc-épi, les chacals, les civettes, les rotels, les Damans de rochers, les cynocéphales, les crocodiles, varan, pythons.
- l'avifaune : la grande outarde, la petite outarde, la pintade commune, le francolin.
- les oiseaux : oie de Gambie et d'Egypte, Dendrocygne, Marabout, cigogne d'abdin, héron cruelier.

Les oiseaux nécrophages : vautour, gypse africain, gypse Rupel.

2.1.2 Démographie

La Région de Mopti est habitée par l'homme depuis la préhistoire. L'historique de son peuplement est indissociable de celle des grands empires et royaumes qui se sont succédés à la tête de son administration allant de l'empire du Ghana à l'occupation coloniale intervenue en 1893, en passant par les empires du Mali, du songhaï, l'invasion marocaine, et le royaume bambara de Ségou.

C'est dans ce contexte de bousculades des royautes et empires qu'est née la Dîna (1818-1862) ou royaume Peul de Macina dont le mérite est d'avoir pu donner à la région, sa forme d'organisation la plus poussée de l'histoire, sous l'égide de Sékou Amadou. De nombreux vestiges préhistoriques et historiques présents dans la région constituent des témoignages éloquentes de son riche passé historique. Sous la domination coloniale française, la ville de Mopti a été érigée en commune de plein exercice en 1955.

Les sept grands groupes ethniques qui sont les Peulh, les Dogon, les Bamanan, les Marka, les Bozo-Somono, les Songhoï et les Bobo de même que les groupes moins grands que sont les Dafing, les Tamacheq, les Maures, les Touareg, les Mossi... que l'on rencontre, pratiquent une des trois formes de religions de la région qui sont : l'animisme, l'Islam et le Christianisme.

On observe trois formes de déplacements : les déplacements liés à la pratique de l'élevage notamment la transhumance, les migrations internes ou exode rural et les migrations à l'extérieur du Mali.

Le RGPH 2009 a donnée les caractéristiques suivantes de la population :

- Population totale : 2 037 330 ;
- Nombre de femme : 1 030 376 ;
- Nombre d'homme : 1 006 954 ;
- Taux de masculinité : 49,4% ;
- Nombre de ménage : 379 954 ;
- Taux annuel moyen de croissance : 3,6% ;
- Rang au niveau national : 4^{ème} (poids démographique)

Tableau de répartition de la population

Cercles	Nombre de ménages	Population totale	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Taux de masculinité (en %)
Mopti	69 237	368 512	181 979	186 533	49,4
Bandiagara	61 246	317 965	153 766	164 199	48,4
Bankass	44 401	263 446	131 941	131 505	50,1
Djenne	43 168	207 260	101 980	105 280	49,2
Douentza	48 111	247 794	125 877	121 917	50,8
Koro	60 796	361 944	178 387	183 557	49,3
Tenenkou	32 535	163 641	79 995	83 646	48,9
Youwarou	20 460	106 768	53 029	53 739	49,7
Total	379 954	2 037 330	1 006 954	1 030 376	49,4

Source : RGPH 2009

2.1.3 Cadre économique

L'agriculture est pratiquée par plus de 85% de la population active. La région possède 40% de la superficie nationale cultivée en riz et 20% de la superficie nationale cultivée en mil, sorgho. Les terres cultivables sont estimées à 1.500.000 ha dont 910.000 ha sont irrigables, surtout en zone inondée. Les principales spéculations agricoles portent sur les cultures céréalières, les légumineuses alimentaires, le maraîchage, les cultures de décrue.

Zone d'élevage par excellence la région occupe la première place en effectif bovins et ovins/Caprins et possède 22,10% du cheptel national bovin du pays et 26,5% de l'effectif d'ovins-caprins du Mali. Les abondantes ressources fourragères du Delta sont liées aux vastes étendues de prairies naturelles ou « bourgoutières » de près de 685.000 ha et des eaux en toute saison facilitant l'abreuvement des troupeaux. Les principales bourgoutières sont localisées dans les 4 cercles du delta, à savoir : Djenné, Mopti, Youwarou et Ténenkou.

Grâce à l'importance de son réseau hydrographique, la pêche est de loin la troisième activité économique de la région après l'agriculture et l'élevage. Elle est pratiquée essentiellement sur les plans d'eau naturels essentiellement dans le DIN où les captures varient avec une moyenne variable de 70 000–120 000 tonnes de poissons par an.

La commercialisation du poisson est un aspect important des produits de la pêche. Le poisson est vendu frais, séché ou fumé. Le port de pêche de Mopti demeure la plaque tournante de commercialisation du poisson et ferait une transaction de plus 200 millions de francs CFA pendant les périodes bonnes productions de poissons. Les cercles de Mopti, Djenné, Tenenkou, Youwarou sont les principales zones de pêche.

L'agroforesterie constitue une activité de premier ordre. Les principales ressources forestières sont situées dans les forêts de Samori à Bankass, de Ségué à Koro, de Kelka à Douentza, de Farimaké à Youwarou. Plusieurs zones forestières sont sous l'emprise de surexploitation. Trois objectifs majeurs sous-tendent l'exploitation des ressources forestières : la cueillette, l'exploitation du bois et la chasse.

La production des plants a augmenté entre 2005 et 2007 de plus de 274% témoignant ainsi de la conscience des populations et des autorités régionales pour la protection de l'environnement et la nécessité de le protéger. De même, les consommations du bois de chauffe et du charbon de bois ont cru au fil des années. La production du bois donne des recettes inestimables variant autour de 30 millions de francs CFA.

2.1.4 Cadre social

Education et formation professionnelle

Il y a 2 académies d'enseignement et 9 centres d'animation pédagogique. L'éducation suit les 3 formes d'enseignement: l'éducation informelle, l'éducation non formelle (CAF, CED...) et

l'éducation formelle qui comprend 4 niveaux : le préscolaire ; l'enseignement fondamental ; l'enseignement secondaire général, technique et professionnel ; et l'enseignement supérieur.

Tableau situation de l'éducation en 2013:

Niveau	Effectifs	Nombre d'écoles	Taux brut de scolarisation	Taux brut filles/femmes
Préscolaire	9 429	100	3,01%	3,07%
Fondamental	78 109	421	49,3%	48,5%
Lycée	7 174	18		
IFM	898	1		
Technique et professionnel	5 740	15		
Ecole de santé				
CED	1 710	76		
CAF	3 891	173		

Dans le préscolaire, le taux brut de scolarisation est de 3,01% tandis que dans le fondamental il est de 49,3%. La zone d'intervention comporte 1424 enseignants, 6801 salles de classe dont 220 dégradées.

Tableau de répartition des enseignants et salles de classe

Zone d'intervention	Communes choisies	Nombre d'enseignants	Nombre salles de classes existant	Nombre salle de classes dégradées
Cercle de Bandiagara	Bandiagara	62	50	5
	Sangha	121	141	18
	Soroli	18	22	6
Cercle de Douentza	Douentza	71	54	7
Koro	Dougouténé 1	57	62	16
	Koro	99	66	25
Bankass	Bankass	97	60	3
	Segué	55	41	0
Cercle de Mopti	Mopti	595	656	125
	Fatima	38	47	1
	Konna	58	77	3
Cercle de djenné	Djenné	65	64	3
	Madiama	26	35	0
Tenenkou	Ténenkou	16	21	3
Youwarou	Youwarou	46	59	5
Total		1424	6801	220

Tableau: Caractéristique des établissements de l'enseignement fondamental

CAP	Point d'eau	Electricité	Latrines fonctionnelles	Latrine séparées	Cantine	Terrain de sport	Clôture	Biblio	Coins de lecture
Bandiagara	25	4	207	98	154	1	8	6	7
Bankass	73	2	533	0	124	2	3	3	0
Douentza	17	2	132	0	123	1	11	2	42
Koro	96	0	908	228	125	7	40	2	0
Djenné	43	0	123		88			1	0
Mopti	105	26	126		44			3	22
Sévaré	24	0	43		35			2	8
Tenenkou	11	0	173		52			4	12
Youwarou	0	0	22		41			0	0

Total	394	34	2267	326	786	11	62	23	91
--------------	------------	-----------	-------------	------------	------------	-----------	-----------	-----------	-----------

Source : Annuaire national des statistiques scolaires de l'enseignement fondamental 2013

Cercle	Salle de classes				Etablissement dotés de cantine	Nombre total d'établissements
	Dur	Semi-dur	Banco et autres	Total des classes		
Mopti	647	49	186	882	79	193
Bandiagara	986	41	203	1230	154	329
Bankass	573	15	294	882	114	265
Djenné	359	35	17	411	88	129
Total	2565	140	700	3405	435	916

Sources : PSDR Mopti et DRPSIAP Mopti, année 2013

Cercle	Salle de classes				Etablissement dotés de cantine	Nombre total d'établissements
	Dur	Semi-dur	Banco et autres	Total des classes		
Douentza	549	22	173	744	43	195
Koro	887	82	343	1312	92	338
Tenenkou	250	6	16	272	52	74
Youwarou	174	2	35	217	41	43
Total	1860	112	567	2545	228	650

Santé

La région dispose d'établissements sanitaires publics et privés, en conformité avec la nomenclature nationale. L'inventaire se compose de :

- 1 Hôpital comportant : 1 maternité, 1 pédiatrie, 1 pavillon médecine, 1 bloc opératoire, 1 service de gynécologie, 1 service d'ophtalmologie, 1 Salle de Réanimation ;
- 8 Centre de référence dont 1 dans chaque cercle ;
- 171 Centres de Santé Communautaire (CESCOM) ;
- 179 Maternité.
- 179 dépôts de vente,
- 8 laboratoires dont 5 sont situés à Mopti ;
- 9 magasins de santé et 9 services d'hygiène ;
- 2 centres de radiologie ;
- 10 Services sociaux ;
- 6 dispensaires privés et 24 pharmacies privées ;
- 9 morgues dont 2 à Mopti et 1 dans chacun des autres cercles ;
- 1 CMIE, 1 CRHP et 1 représentation de la Croix Rouge.

Tableau : Répartition des Infrastructures sanitaires

Types Infrastructures	Mopti	Bandiagara	Bankass	Djenné	Douentza	Koro	Tenenkou	Youwarou	Total
Hôpital	01	0	0	0	0	0	0	0	01
CS réf	01	01	01	01	01	01	01	01	08
CSCOM	27	26	22	22	20	25	21	08	171
Maternité	28	27	23	23	21	26	22	09	179
Pédiatrie	01	0	0	0	0	0	0	0	01
Laboratoire	01	01	01	01	01	01	01	01	08
Dépôt Vente	28	27	23	23	21	26	22	09	179
Pavillon Médecine	02	01	01	01	01	01	01	01	09
Bloc Opératoire	02	01	01	01	01	01	01	01	09
Gynécologie	01	0	0	0	0	0	0	0	01
Ophtalmologie	01	01	01	01	01	0	0	0	05
Salle de réanimation	01	0	0	0	0	0	0	0	01
Radiologie	01	0	0	0	0	0	0	0	01
Service Social	02	01	01	01	01	01	01	01	09
Service d'Hygiène	01	01	01	01	01	01	01	01	08
Croix rouge	01	01	01	01	01	01	01	01	08
C.M.I.E	01	0	0	0	0	0	0	0	01
C.R.H.P	01	0	0	0	0	0	0	0	01
Cabinet Privé	11	06	0	0	01	01	0	0	19
Morgue	02	01	01	01	01	01	01	01	09
Pharmacie Privée	14	01	01	04	03	02	03	01	29
Total	128	96	78	81	75	88	76	35	657

Sources : Annuaire statistique de la région de Mopti, année 2013

Eau-Hygiène-Assainissement

La région compte 4279 PEM, 371 villages sans PEM, 1714 forages positifs, 1321 pompes manuelles dont 848 non fonctionnelles, 2496 puits modernes, 1624 puits perma, 4620 puits traditionnels, 69 AES.

Tableau: Répartition et état des points d'eau modernes

Cercles	Village	Village sans PEM	Forages positifs	Pompe manuelle	Pompe manuelle non fonct.	Puits moderne	Puits perma	AES	Puits Tradi	Total PEM
Bandiagara	408	84	476	201	152	575	251	06	475	1 057
Bankass	279	62	238	205	154	297	153	15	874	550
Djenne	179	10	132	128	088	128	124	03	332	263
Douentza	259	49	243	221	114	287	189	12	560	542
Koro	314	49	313	270	150	411	213	20	1 022	744
Mopti	258	43	274	259	168	198	124	08	945	480
Tenenkou	209	47	035	035	020	311	300	04	247	350
Youwarou	177	27	003	002	002	289	270	01	166	293
Total	2084	371	1 714	1 321	848	2 496	1 624	69	4 620	4 279

Sources : PSDR Mopti, année 2013

La situation des points d'eau dans la région de Mopti au titre de l'année 2014 se présente comme suit :

Cercle	Nombre total de village	Nombre de village sans EPEM	Pop. Total concerné	% de village
Mopti	261	13	4 129	5%
Bandiagara	417	26	9 683	6%
Bankass	282	4	1 054	1%
Djenné	167	0	0	0%
Douentza	253	24	10 579	9%
Koro	311	22	15 347	7%
Tenenkou	216	16	3 583	7%
Youwarou	177	15	4 540	8%
TOTAL	2 084	120	48 915	6%

Plus de 6% des villages officiels de la région ne disposent pas de point d'eau moderne. Ces villages sont repartis entre 6 cercles. La population de ces villages représente environ 3% de la population de la région (liste villages sans point d'eau potable est en annexe du rapport).

La Direction Régionale de l'Hydraulique de Mopti diffuse chaque année à chaque occasion la liste des villages prioritaires (villages sans point d'eau et villages déficitaires). Aussi, les fiches de collecte des informations auprès des collectivités, nous permettent d'actualiser la liste.

- **Tableau 4 : le nombre de centre semi-urbain (par région) ne disposant pas d'un accès adéquat à l'eau potable.**

Cercles	Population 2014	Nbre Centres de Plus de 2000 Habitants	Nbre Centres Equipés	Nbre Centres Restants à Equiper	Nombre de centres programmés				
					18C	PADS	PNMRE	JICA	Autres
Mopti	415 205	28	17	11	5	3	1	4	0
Bandiagara	352 798	25	14	11	0	2	4	0	0
Bankass	298 008	21	29	0	2	4	1	0	0
Djenné	234 571	24	9	15	4	1	0	3	0
Douentza	277 578	19	17	2	3	1	1	0	0
Koro	408 095	32	31	9	7	0	0	0	0
Tenenkou	183 372	37	6	31	1	1	1	1	0
Youwarou	122 183	13	2	11	0	1	2	0	0
TOTAL	2 291 810	199	124	89	22	13	10	8	0

A la faveur de la croissance démographique le nombre de centre de plus de 2 000 habitants est de 199 centres. Beaucoup de ces centres ne sont pas équipés en infrastructure adéquate d’approvisionnement en eau potable. Mais si nous considérons les réalisations des programmes (PAEPA-18C ; PNMRE, JICA et PADS) en cours, et autres intervenants, il restera une quarantaine de centres de plus de 2000 habitants à équiper en adductions d’eau potable.

Il faut noter que beaucoup de centres qui restent à équiper ont un équipement sommaire d’approvisionnement en eau potable mais qui ne permet pas de couvrir leur besoins parce que l’équipement n’est pas adapté selon la stratégie nationale de développement de l’alimentation en eau potable.

- Evolution du taux d’accès

Tableau 5 : Situation des EPEM et du taux de couverture

Cercles	Pop 2014	Forages équipés	Forages équipés fonct.	Nbre puits inventoriés	Puits permant	Nbre BF	Total EPEM	Taux fonct %	Taux de couv %	Taux d’accès
Mopti	415 205	315	211	189	144	477	981	70%	69,35	49,04
Bandiagara	352 798	186	169	632	343	201	1019	63%	76,44	61,49
Bankass	298 008	333	268	275	159	253	861	70%	76,71	59,18
Djenné	234 571	182	131	195	176	137	514	81%	71,00	42,39
Douentza	277 578	338	120	196	225	148	682	65%	67,05	42,12
Koro	408 095	540	261	413	233	324	1277	52%	81,82	66,93
Tenenkou	183 372	105	90	318	299	90	513	92%	74,46	70,33
Youwarou	122 183	9	6	281	272	79	369	96%	69,69	65,64
TOTAUX	2 291 810	2 008	1 256	2 499	1 851	1 709	6 216	69%	73,31	57,14

Sources : DRH Mopti, année 2014

L’analyse de l’évolution du taux de couverture nous permet de comprendre un certain nombre de choses qui n’apparaissent pas à prime abord. Avec un taux couverture moyen de 73,31% et un taux d’accès de 57,14%, la région de Mopti n’a pas encore atteint l’objectif de 82% des OMD. Aussi, ces chiffres cachent des disparités entre les cercles entre les communes et même entre les villages. En effet l’analyse du tableau nous montre que les cercles de Mopti, Douentza, Djenné, Tenenkou et Youwarou n’ont toujours pas atteint l’objectif fixé par les OMD et pour lequel le PNAEP a été élaboré en 2004. En entrant plus en détail encore pendant que certaines communes sont à 100% d’autres sont à 5% (commune de Kassa) et le nombre de village sans point d’eau moderne est de 120 villages pour l’exercice 2015.

Par rapport au taux d’accès il est encore très faible, il s’élève à 57,14%, cela veut dire qu’il faut beaucoup mettre l’accès sur la sensibilisation des structures de gestion pour la maintenance des installations pour un accès durable à l’eau potable dans la région de Mopti.

- **Taux de panne**

Le taux moyen de panne des infrastructures hydrauliques dans la région est de 29%. Cette situation est beaucoup meilleure à celui de 2003 où après l’inventaire des points d’eau du Mali, le taux moyen de la région était de 30%.

- **Respect de la stratégie nationale de l’AEP et difficultés rencontrées**

Le respect de la stratégie est le cheval de bataille de la DRH de Mopti. Les actions menées auprès de l'ANICT à travers sa représentation régionale de Mopti dans le cadre de l'évaluation des dossiers de demande de financement des ouvrages d'alimentation en eau potable demeurent d'actualité. A cela s'ajoute la sensibilisation de certaines ONG (ACTED, YAG-TU, PROTOS, CARE etc.) par rapport aux autres.

La région compte 4279 PEM, 371 villages sans PEM, 1714 forages positifs, 1321 pompes manuelles dont 848 non fonctionnelles, 2496 puits modernes, 1624 puits perma, 4620 puits traditionnels, 69 AES.

2.2 RESULTATS DE LA DECENTRALISATION ET GOUVERNANCE LOCALE

Organisation des débats publics autour du budget primitif

Selon la réglementation favorisant la bonne gouvernance locale, le vote du budget est précédé d'un débat public sur le projet de budget. Cela sous-entend une méthodologie participative dans l'élaboration du budget primitif. Dans les communes, le débat public consiste à organiser une assemblée générale de septembre à octobre avec les acteurs principaux communaux (élus, personnel, chefs de villages, OSC/OCB, Partenaires techniques et financiers et STDE) autour du projet de budget primitif en vue de recueillir leurs avis. Pour les Cercles et l'Assemblée régionale, le débat public consiste à organiser une assemblée générale de septembre à octobre avec les acteurs principaux du cercle ou de la région. Les débats sont sanctionnés par un P.V.

Dans la pratique, la participation n'est toujours pas effective pour des raisons politiques, financières, méthodologiques, etc. 18% des collectivités territoriales ont organisé des débats publics en 2010, c'est pourquoi le PADLM engage les collectivités territoriales à respecter les procédures budgétaires maliennes et favoriser l'implication des citoyens dans la gestion des affaires locales.

Au 31 décembre 2013, 17 collectivités ont été appuyées dans l'élaboration de leurs budgets primitifs et additionnels ainsi que leurs PTAT. Le plan de développement de la commune Mopti a été révisé et celui de 9 autres collectivités a été réalisé.

Présentation du bilan annuel et organisation annuelle des réunions publiques de restitution du compte administratif

La Loi oblige les collectivités à informer le citoyen sur les comptes locaux à travers l'affichage du compte administratif. Dans les collectivités territoriales composées par une majorité de citoyens analphabètes, ce canal d'information s'avère inapproprié. S'impose alors la nécessité d'avoir une interaction entre les élus et populations autour de l'action publique locale et du compte administratif. Il s'agit d'un compte rendu détaillé des activités annuelles par les élus avec la participation des acteurs communaux. Elle se tient généralement en avril. Le bilan annuel d'activités et la restitution du compte administratif peuvent se faire en une même réunion ou séparément.

La présentation au citoyen du bilan annuel d'activités et des comptes locaux constituent une dimension supplémentaire de la gouvernance locale, d'autant qu'elle favorise la transparence et le dialogue entre pouvoirs locaux et administrés autour des questions de développement local.

Si en 2009 aucune collectivité partenaire ne présentait pas de bilan annuel et n'organisait pas de réunions publiques, en décembre 2013, les 100% des collectivités partenaires présentaient un bilan annuel et organisaient annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif.

Existence de commissions de travail fonctionnelles au sein des collectivités

La création par les collectivités territoriales des commissions de travail a pour objectif de promouvoir la démocratie et le débat au sein des organes délibérant et favoriser la prise de décision. Cette commission est chargée de réfléchir sur des questions spécifiques et de préparer la décision locale. Dans la pratique, des commissions thématiques sont créées par toutes collectivités territoriales en début de mandat. Toutefois, le fonctionnement de ces commissions se heurte un peu partout à des difficultés d'ordre technique et financière. En 2009, les commissions fonctionnaient partiellement dans 3 collectivités (Mopti cercle, Bandiagara et Fatoma). Avec le PADLM, il était prévu que 82% des

collectivités partenaires aient des commissions de travail fonctionnelles. A la fin du projet, 100% des collectivités partenaires avaient au moins 3 commissions de travail fonctionnelles

Tableau des éléments de décentralisation et de gouvernance

Communes	Nombre de conseillers	Nombre de femmes	Nombre de commissions de travail fonctionnelles	Nombre de débats publics organisés	Nombre de restitutions de compte administratifs
Bandiagara					
Sangha	23	8	5	2	1
Soroly	11	1	4	1	1
Douentza	17	2	4	1	1
Dougoutene I					
Koro	23	4	4	4	1
Bankass	23	2	3	4	1
Segue	17	2	7	3	4
Mopti	33	3			
Fatoma	17	1	3	1	1
Konna	21	2	5	10	5
Djenne	17	3	4	4	0
Madiama	11	2	4	5	2
Tenekou	11	2	4	4	1
Youwarou	17	3	3	1	1
Dougoutene II	17	1	4	1	1
Total	258	36	54	41	20

Mobilisation des impôts et taxes des collectivités territoriales

Le PADLM a appuyé 9 collectivités à la mobilisation des ressources propre. Si le montant moyen des impôts et taxes recouvré par les collectivités partenaires était de 059 euros par habitant en 2009, il a atteint 0.65 euros par habitant en 2011, 0.86 euros par habitant en 2012 et 0.91 euros en 2013

2.3 RESULTATS FILIERE PECHE

Il n y a pas d'unité de transformation fonctionnelle de poisson dans la région de Mopti. L'unité de Dana dans la commune de Sio qui a fonctionné un moment ne l'est plus. Les sociétés coopératives Kaoural et Diamnaty de Dena ont été formées sur la transformation du poisson dans le cadre du GRIDAC. Dix (10) femmes des sociétés coopératives et association de formatrice de poisson de Dagawomina ont été formées en technique de fumage par le Delta Four, séchage et extraction d'huile de poisson dans le cadre du PACR. Cette liste n'est pas exhaustive parce certaines formations peuvent échapper à la DRP pour avoir pas couvert toutes les communes de la région. Dans tout cela ce que reste claire, les formations sont insignifiante par rapport au besoin.

Un seul comité de gestion mis en place et fonctionnel dans la filière poisson. Le revenu moyen du professionnel du poisson est de 240 000 F CFA. La population de pêcheurs est répartie entre deux (02) groupes ethniques principaux que sont : les bozo, les somono. Cette population qui serait de 70.000 pêcheurs en 1967 est passée à 225 000 pêcheurs en 1994 soit une augmentation de plus 320% en moins de 30 ans. De nos jours, la population de pêcheurs est de 294 702 pêcheurs dont 103 145 résidents et 191 557 migrants, organisés en 80 associations Villageoises, 4 coopératives et 10 sociétés Coopératives. Cette évolution exponentielle s'explique par:

- la performance de nouveaux engins et techniques de pêche ;
- le désenclavement relatif des zones de pêche par rapport aux marchés de consommation ;
- l'amélioration des moyens et techniques de transformation et de conservation du poisson;
- la demande des produits de pêche sur les marchés, notamment les marchés extérieurs (Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Ghana, Bénin, Guinée, etc.)

Au nombre des contraintes et difficultés liées aux activités de pêche, on peut citer entre autres :

- les litiges fonciers relatifs à l'exploitation et à la propriété des plans d'eau ;
- la faible organisation des producteurs ;
- la faiblesse récurrente de la crue, tarissement précoce des étangs, des plans d'eau ;
- la dégradation des frayères et des milieux aquatiques ;
- les mauvaises pratiques et techniques de pêche hypothéquant la pérennité de certaines espèces.

2.4 LE GENRE ET LA PRISE EN COMPTE DES FEMMES

PADL a concentré ses activités sur l'évaluation des capacités des réseaux de femmes et la mise en place d'un plan de renforcement. C'est ainsi que 9 collectivités ont été appuyées dans l'administration de l'index OSC – OCB et l'élaboration du plan de renforcement des capacités des réseaux des femmes et autres organisations (coordinations jeunes, CGS, CGBC, AME, Comité eau). L'ONG a également mis en place 8 réseaux locaux et 1 réseau régional des femmes élues et leaders et exécuté un plan de renforcement de leurs capacités. Le programme a créé 5 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux pour les femmes rurales.

Dans le but de former les femmes dans la conception de projets économiques et sociaux (et mise en relation avec des IMF), 1075 femmes et jeunes ruraux du cercle de Mopti ont été accompagné en micro-finance. Cent (100) victimes de violences basées sur le genre ont été déclarées en 2013 dans la région. Chaque cercle a connu des cas mais le nombre élevé est constaté dans les cercles de Ténenkou, Douentza et Youwarou. La plupart des cas sont lié à des violences sur les femmes de 15 à 35 ans. Sur ces 100 cas, seulement 7 actions ont été entreprises par les ONG locales en faveur de la promotion des droits des femmes en 2013.

195 femmes leaders ont bénéficié des appuis du programme PADLM en 2013 parmi lesquelles 105 femmes élues. L'objectif est d'atteindre 250 femmes élues et leaders qui bénéficieront des appuis du programme.

Le Taux de femmes dans les structures de gestion diffère selon la nature des structures de gestion. Le taux de femmes est de 15% pour le conseil communal. Ce taux dépasse 20% dans les cercles de Bandiagara et Djenné. Il reste faible dans les cercles de Douentza (5%) et Mopti (8,8%).

Il y a 29 femmes conseillères municipales dans les 9 communes retenues dans l'échantillonnage soit un minimum de 3, 2 conseillères par commune. C'est encore dans les grandes villes que les femmes sont conseillères.

Le taux de femmes est de 21,7% pour les organisations de la société civile. Ce taux atteint 30% à Ténenkou, Djenné et Bandiagara mais n'atteint pas 20% à Douentza, Youwarou et Mopti. Ce taux de femmes est de 23,2% pour les comités de gestion de points d'eau, d'école, de structure sanitaire, etc. Djenné, Koro et Bandiagara dépassent 30%. Le taux de femmes est de 26,5% dans les organisations professionnelles. Dans les cercles de Koro et Bandiagara, ce taux atteint ou dépasse 40% alors qu'il est de 2% dans les cercles de Youwarou et Tenenkou.

On est encore loin des 80 % des organes de décision qui doivent prendre en compte le genre dans leur composition. Les enquêtes rapportent que 20% de bureaux communaux prennent en compte le genre dans leur composition. Les organisations professionnelles sont à 52%, les organisations de la société civile à 56% et les comités de gestion à 67%.

Le milieu urbain ou rural n'explique pas le dynamisme féminin pour les campagnes électorales. Pour 9 communes, 61 candidates femmes ont été inscrites lors des élections communales passées. Si Ténenkou, Douentza et Djenné ont enregistré une inscription non négligeable, les villes de Mopti ou Bandiagara restent derrière.

34 unités de transformation et de commercialisation des produits locaux sont recensées dans la région parmi elles 5 sont l'œuvre de PALDM. Elles existent surtout dans les cercles de Koro, Bandiagara, Bankass et Douentza. La zone inondée dispose de quelques rares unités.

Projets à caractère social issus du PDESC

La mise en place et la gestion du Fonds d'appui au Développement local pour le cofinancement de projets conjoints issus des PDSEC des CL partenaires a permis de réaliser un jardin maraicher dans le village de Soumah, un puits maraicher dans le village de Boré et un autre dans le village de Sangha et 4 villages de la commune de Kounari ont été équipés en décortiqueuses de riz.

2.5 RESULTATS SERVICES SOCIAUX

2.5.1 Education

La région de Mopti est l'une des régions les moins scolarisées, ainsi le taux brut de scolarisation est de 79,6% contre une moyenne nationale de 81,5% en 2013. Né du besoin de stimuler l'acte de lecture, le programme d'appui à la lecture à Mopti (PALM) promet une vision ludique de la lecture. Il a pour objectif de favoriser l'accès au livre et le développement de la lecture à Mopti. Depuis Novembre 2012, un programme de formation a débuté à l'intention de 150 enseignants des écoles partenaires en animation lecture et en gestion d'une bibliothèque. Les crocodiles livres sont distribués 3 fois par an d'où un numéro par trimestre ; ainsi 1300 livres ont été édités et distribués aux élèves des classes de 5^{ème} des écoles partenaires. 2100 élèves maîtres de l'IFM formés aux techniques d'animation autour du livre.

Les cours d'alphabétisation en français permettent d'élargir l'offre l'éducation dans la région de Mopti. Ils sont répartis en 4 niveaux, débutants, faux-débutants, intermédiaires et avancés. La réussite à l'examen final et le passage dans le niveau supérieur prouvent que l'apprenant a acquis les compétences linguistiques (maîtrise du français) et pragmatiques (application des connaissances aux situations de vie courante) de chaque niveau. L'examen final comporte une épreuve écrite et un oral individuel. Aujourd'hui dans les 3 centres d'alphabétisation existants, environ 50 % des auditeurs réussissent les tests.

Au Mali la création de bibliothèques scolaires fait partie des parents pauvres de la politique nationale de l'éducation. La fréquentation des coins lecture (espaces aménagés et fournis en livres) montrera un changement dans la relation des enfants au livre. Les 3 écoles partenaires sur 6 disposent de coins lecture et environ 20 % des enfants fréquentent ces coins lectures. 14 bibliothécaires sont formées à la gestion et l'animation d'une bibliothèque

Les activités du domaine éducation ont été aussi mises en œuvre à plus de 80%. Les activités réalisées sont entre autres la formation de 103 enseignants et 2100 élèves- maîtres sur l'animation didactique, l'animation lecture au profit des élèves, les cours d'alphabétisation en français pour les adultes, l'organisation de compétitions interscolaires de lecture. Ces actions ont permis à des améliorations dans l'engagement des communes dans la gestion des questions éducatives, le fonctionnement des commissions éducation dans les 9 communes accompagnées. Autres acquis, ce sont le renforcement des capacités de lecture des élèves, la mise en place d'une Association des Jeunes Lecteurs de Mopti à encourager et l'appui au développement des opportunités d'affaires pour les adultes apprenant le français, les enfants déscolarisés et non scolarisés.

Tableau des enseignants formés en technique d'animation autour du livre et de CROCSAD tenus

Zone d'intervention	Communes choisies	Nombre enseignants formés en technique d'animation autour du livre	Nombre de CROCSAD tenue pour le suivi de performance
Cercle de Bandiagara	Bandiagara	0	1
	Sangha	0	2
	Soroli	0	1
Cercle de Douentza	Douentza	0	2
Koro	Dougouténé 1	0	0
	Koro	0	0
Bankass	Bankass	0	3
	Segué	0	3

Cercle de Mopti	Mopti	70	4
	Fatima	12	1
	Konna	21	1
Cercle de djenné	Djenné	0	1
	Madiama	0	1
Tenenkou	Ténenkou	0	0
Youwarou	Youwarou	0	0
Total		103	20

Les services déconcentrés ont tenu 20 cadres de concertation pour le suivi de la performance du système éducatif dont 1 par cercle.

Tableau : Les équipements des écoles du fondamental en 2013

CAP	Point d'eau	Electri cité	Latrines fonctionnelles	Latrine séparées	Cantine	Terrain de sport	Clôture	Bibliothèque	Coins de lecture
Bandiagara	25	4	207	98	154	1	8	6	7
Bankass	73	2	533	0	124	2	3	3	0
Douentza	17	02	132	0	123	1	11	02	42
Koro	96	0	908	228	125	7	40	2	0
Djenné	43	0	123		88			1	0
Mopti	105	26	126		44			3	22
Sévaré	24	0	43		35			2	8
Tenenkou	11	0	173		52			4	12
Youwarou	0	0	22		41			0	0
Total	394	34	2267	326	786	11	62	23	91
Pourcentage									

Source : Annuaire national des statistiques scolaires de l'enseignement fondamental 2013

Tableau 1: Caractéristique des établissements de l'enseignement fondamental

Cercle	Salle de classes				Etablissement dotés de cantine	Nombre total d'établissements
	Dur	Semi-dur	Banco et autres	Total des classes		
Mopti	647	49	186	882	79	193
Bandiagara	986	41	203	1230	154	329
Bankass	573	15	294	882	114	265
Djenné	359	35	17	411	88	129
Total	2565	140	700	3405	435	916

Sources : PSDR Mopti, année 2013

Cercle	Salle de classes				Etablissement dotés de cantine	Nombre total d'établissements
	Dur	Semi-dur	Banco et autres	Total des classes		
Douentza	549	22	173	744	43	195
Koro	887	82	343	1312	92	338
Tenenkou	250	6	16	272	52	74

Youwarou	174	2	35	217	41	43
Total	1860	112	567	2545	228	650

Sources : DRPSIAP Mopti, 2013

2.5.2 Santé

Les activités menées dans le secteur de la santé portent sur : a) la formation aux bonnes pratiques familiales essentielles pour la santé des femmes et des enfants ; b) la mise en place de centres alpha santé intégrative pour aider les femmes à développer et améliorer leurs compétences en matière de prévention ; c) le renforcement de la capacité des élus locaux et des membres des ASACO (association de santé communautaire) dans la gestion et le suivi afin de renforcer la qualité des soins offerts ; d) la réhabilitation et l'équipement de CSCOM (centre de santé communautaire).

Les plans sectoriels en santé ont été élaborés dans 9 collectivités. Les responsables des ASACO et les agents de santé des CSCOM de Mopti ont été formés en approche et en participation communautaires. 3 CSCOM et 2 CSREF Appuyés sur le dépistage et la prise en charge des personnes atteintes de VIH et de SIDA. Le CSCOM de Konna a été réhabilité ; le CSCOM JP de Mopti a été doté en kit solaire et microscope et équipements médicaux et l'Hôpital SD de Mopti a été fourni en équipements médicaux

Les centres d'écoute, de soins et d'orientation en Santé de la Reproduction existent au nombre de 56 mais ils sont surtout concentrés à Bankass (23), Ténenkou (20) et Youwarou (9). Le programme veut créer et rendre opérationnel 2 centres d'écoute, de soins et d'orientation en santé de la reproduction à Mopti et Douentza où il n'en existe pas.

Dans la région de Mopti, des avancées significatives sont obtenues dans la riposte contre le SIDA. Il est particulièrement encourageant de constater la mise en œuvre d'une dynamique de décentralisation des sites de dépistage, de transmission mère à l'enfant du VIH et des sites de traitement antirétroviral, la création des associations des Personnes Vivant avec le VIH (PVVIH), d'accompagnement psychosocial des PVVIH dans l'ensemble des cercles. Par ailleurs le renforcement du plateau technique par la dotation des structures sanitaires en équipements de diagnostic et de suivi biologique constitue des signes de fierté pour la région pour une meilleure prise en charge des personnes infectées par le VIH.

Le taux de fréquentation des CSCOM varie de 0,15% (Koro) à 65% (Douentza). Ces différences s'expliquent par la mentalité de la population, les revenus et le niveau de sensibilisation des populations. Il est à constater que Mopti connaît un taux de 0,21% alors que Bandiagara, situé à 80 km, réalise 21%.

Dans le domaine de la santé, les impacts des actions menées sont la prise en compte du genre en intégrant les couches vulnérables (enfants de 6 à 15 ans et les femmes en âge de procréer 15 à 45 ans) pour les ménages fréquentant l'ASCOTAM, le renforcement des connaissances, des attitudes et des pratiques sur la santé de la reproduction et sur les IST/VIH, la réhabilitation et l'équipement du CSCOM de Konna et du CSCOM Jacques Péguet de Mossinkoré, le développement des compétences de 25 agents de santé sur les soins périnataux, le développement des connaissances des enseignants, des femmes et des relais de santé.

2.5.3 Livraison des services sociaux de base dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement

L'ONG Action Mopti a fourni des efforts importants en matière d'approvisionnement en eau potable, hygiène et assainissement (AEPHA). Dans sa zone d'intervention, le PADLM pratique la défécation à l'air libre. L'ONG agit par l'approche « assainissement total piloté par la communauté » (ATPC) consistant à amener une communauté à réfléchir sur ses comportements à en matière d'hygiène et d'assainissement, en vue d'aboutir à la fin de la défécation à l'air libre. Les populations bénéficiaires de l'accompagnement sont encouragées à la réalisation de latrines et la prise de conscience des bénéficiaires des conséquences néfastes de la défécation à l'air libre.

Le pavage des rues est une option choisie par la ville de Mopti pour une meilleure évacuation des eaux pluviales et protéger les quartiers contre les boues hivernales et réduire la poussière en saison sèche.

Le PADLM entend soutenir la ville de Mopti en la matière. Ses actions ciblent le quartier Mossinkorè. Le pavage des rues de quartier est généralement couplé avec un système d'évacuation des eaux. L'option choisie par la mairie de Mopti est celle d'un réseau d'égout (système de drainage des eaux usées des concessions par tuyauterie enfouie sous le sol). En 2009, 123 familles étaient connectées au réseau d'égout à Mossinkoré) et en 2013, le projet a permis à 155 concessions urbaines d'être desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts avec pavage ou sans. 77 villages ont été accompagnés en ATPC (fin de défécation en plein air) et 60 maçons ont été formés aux techniques de fabrication des dalles dans les 30villages du programme ATPC (Fakala, Bouroundougou, Konna) et le déclenchement des activités ATPC a eu lieu dans 30 villages des communes de Fakala, Borondougou et Konna. Elle a initié en relation avec l'UNICEF, des activités ATPC dans 77 villages des cercles de Mopti, Djenné, Bankass, Bandiagara et Youwarou au cours de deux (2) campagnes

Dans le domaine de l'eau, le PADLM cible un ensemble de villages confrontés au manque d'eau potable. Une mesure des résultats en la matière peut être fournie par la création de points d'eau potable. Trois types de points d'eau potable sont à distinguer au Mali : le forage, le puits à grand diamètre et l'adduction d'eau potable (AEP). En la matière, le PADLM a fait le choix de se concentrer sur les puits à grand diamètres, plutôt que les forages et les adductions d'eau potables. L'ONG a qui n'avait rien réalisé en 2009, a appuyé la réalisation de 17 puits à grand diamètre dont 16 dans la Commune de Fakala et un autre dans la Commune de Kounari, 17 comités de gestion ont été mis en place et formé à la gestion du puits. Action Mopti organisé une série de communication et d'assistance aux organes communaux et OSC durant la mise en œuvre du projet. Dans la commune de Konna, Action Mopti a aussi assuré l'intermédiation sociale pour la réalisation d'un refaid, de 4 puits à grand diamètre, et de 2 forages).

Les effets de l'intervention de Action Mopti en termes d'eau, hygiène et assainissement sont : a) la couverture des besoins en eau pour environ 8 800 habitants vulnérables, b) une bonne fonctionnalité des comités de gestion, c) la réduction des distances parcourues et du temps de collecte pour les femmes, d) la poursuite des communications pour le changement des comportements (CCC) dans les villages bénéficiaires et l'accès à l'hygiène et l'assainissement pour les ménages.

2.5.4 Energie renouvelable

Les locaux d'Action Mopti ne sont pas totalement équipés de panneaux solaires. Le programme veut équiper 4 CSCOM en énergie solaire. Action Mopti appuie ses partenaires dans la promotion des énergies renouvelables. La structure est intervenue dans quatre villages de la commune de Konna avec 70 kits individuels, 40 lampes solaires. La Mairie a été équipée, le CSCOM dispose d'un réfrigérateur solaire composé de 8 panneaux et 12 batteries.

2.6 NIVEAU DE CONNAISSANCE DES ENJEUX ET PROBLEMATIQUES D'UN DEVELOPPEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE AU MALI PAR LES HABITANTS DE MAUREPAS ET DES COMMUNES VOISINES (COIGNIERES, CASQY)

Sensibilisation de 2080 élèves dans 4 collèges, 35 élèves dans 1 lycée, 30 élèves de l'Ecole de la 2^o chance et 25 étudiants de l'Université de Versailles Saint Quentin. Il y a eu 4 conférences sur les problèmes de développement en Afrique. Les autres activités sont marquées par la participation des bénévoles de l'EAD et des membres d'Action Mopti à diverses rencontres de Cités Unies France, la participation à des fora, la parution de 3 lettres d'information à destination des adhérents et sympathisants d'Action Mopti et la mise à jour du site Internet.

3. REVISION ET AFFINEMENT DES INDICATEURS DEFINIS DANS LE DOCUMENT DE STRATEGIE DE SUIVI-EVALUATION

3.1. Tableau des objectifs et indicateurs d'effets du PADLM

Objectif global	Indicateur d'impact
Contribuer à la promotion du développement local	Part du projet dans le développement régional
Objectif spécifique 1	Indicateurs d'effet
Niveau de la gouvernance locale et du développement local dans les zones d'intervention du programme	IEFF1.1 Taux de collectivités partenaires ayant atteint un taux d'exécution du plan de développement d'au moins 50%
	IEFF1.2. Taux de mobilisation des impôts et taxes des collectivités territoriales partenaires (F CFA)
	IEFF2 Nombre de projets/équipements mis en œuvre dans l'intercommunalité
	IEFF3. Taux de femmes conseillères municipales des communes partenaires
	IEFF 4. Les revenus des professionnels du poisson dans les communes de Socoura et Mopti ont augmenté de 20%
Objectif spécifique 2	Indicateurs d'effet
Accès des citoyens aux services sociaux de base	IEFF 5. Taux des élèves de la 6ème année des établissements scolaires accompagnés ayant un niveau supérieur à la moyenne régionale
	IEFF 6. Le taux de fréquentation de 80% des CSCOM accompagnés a augmenté de 20%
	IEFF 7. Taux des villages et établissements scolaires concernés par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ayant atteint l'état FeDaL
	IEFF 8. Taux des comités de gestion et des points d'eau et d'assainissement appliquant les principes du GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)
Objectif spécifique 3	
Niveau de sensibilisation et de mobilisation des habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali	IR9.1. Taux d'élèves et étudiants des établissements concernés ayant obtenu la moyenne aux tests d'évaluation

3.2 Tableau des indicateurs de résultats et de suivi du PADLM.

Résultat 1 : Les capacités d'administration et de gestion des collectivités partenaires sont améliorées
Indicateurs
IR11. Taux de collectivités partenaires organisant annuellement des débats publics autour du budget primitif
IR1.2 Taux de collectivités partenaires présentant un bilan annuel et organisant annuellement des

réunions publiques de restitution du compte administratif

IR1.3 Taux de collectivités partenaires ayant au moins 3 commissions de travail fonctionnelles

Résultat 2 : Nombre de cercles dans lesquels le processus d'intercommunalité est amorcé

Indicateurs

IR2.1 Nombre de syndicats intercommunaux fonctionnels mis en place (équipe dirigeante)

Résultat 3 : Niveau d'accès des femmes aux ressources économiques et aux instances de décision

Indicateurs

IR 3.1. Nombre d'actions mises en œuvre en faveur de la promotion des droits des femmes et de la lutte contre les VGB

IR3.2. Nombre de femmes élues et leaders ont bénéficié des appuis du programme

IR 3.3. Taux des femmes participant/impliquées à la gestion communautaire dans les communes couvertes

IR 3.4. Taux des organes de décision prenant en compte le genre dans leur composition

IR 3.5. Nombre de candidates potentielles identifiées pour les élections communales à venir

IR 3.6. Nombre d'unités de transformation et de commercialisation des produits locaux mises en place

IR 3.7. Nombre de projets AGR sur des filières porteuses financés pour les femmes et filles vulnérables et de projets

IR 3.8. Nombre de projets à caractère social issus du PDESC réalisés

IR 3.9. Nombre d'élus, OSC, OCB et personnels communaux sont formés en planification et budgétisation sensibles au Genre

IR 3.10. Nombre communes partenaires ayant adopté la PBSG dans le cadre de leurs budgets et plans de développement

Résultat 4 : Mise en place d'un projet multi-acteurs sur la filière pêche

Indicateurs

IR4.1. Nombre d'unité de conservation et de transformation du poisson mise en place et fonctionnelle

IR4.2. Nombre de professionnels de la filière pêche formés

IR4.3 Nombre de comité de gestion mis en place et fonctionnel

Résultat 5 : Appréciation de l'amélioration de la fourniture des services sociaux de base en éducation
<i>Indicateurs</i>
IR5.1. Nombre d'auditeurs alphabétisés en français langue étrangère
IR5.2. Nombre d'élèves maîtres de l'IFM formés aux techniques d'animation autour du livre
IR5.3 Nombre de bibliothécaires formés à la gestion et l'animation d'une bibliothèque
IR5.4. Nombre de conseillers pédagogiques, enseignants et directeurs d'école formés à la technique d'animation autour du livre
IR5.5. Nombre d'élus, de membres des APE et CGS formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE)
IR5.6. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi de la performance du système éducatif
IR5.7. Nombre de salles de classe réhabilitées ou construites et équipées
IR5.8. Nombre de programmes d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) réalisés

Résultat 6 : Niveau d'amélioration de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de la santé
<i>Indicateurs</i>
IR6.1. Nombre d'élus et de membres des ASACO et des FELASCOM formés et sensibilisés sur la politique sectorielle de santé, la gestion, le suivi et l'évaluation des services de santé communautaire
IR6.2. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi et la livraison des services de qualité aux populations
IR6.3 Nombre de ménages qui ont intégré les bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes
IR6.4 : Nombre de sessions alpha santé intégrative sont réalisées/tenues
IR6.5 Nombre de centres d'écoute, de soins et d'orientation en SR créés et fonctionnels à Mopti et Douentza
IR6.6 Nombre de CSCOM réhabilités et équipés et d'agents formés en SR
IR6.7 Nombre de réseaux de femmes appuyés qui ont conçu et exécuté des plans de lutte contre les maladies, le VIH/ excision
IR6.8 Nombre de femmes leaders formées s'impliquant dans la gouvernance locale et la gestion des ASA.CO
IR6.9 Nombre de relais formés sur les dépistages des enfants fébriles, et sur la malnutrition.

IR6.10 Nombre de familles visitées quotidiennement pendant la saison d'hivernage

Résultat 7 : Niveau de satisfaction de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement

Indicateurs

IR7.1. Nombre de villages des 34 communes d'intervention ayant atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisant correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles

IR7.2. Nombre d'établissements des 34 communes d'intervention ayant atteint le standar WASH UNICEF OMS

IR7.3 Nombre de points d'eau installés / réhabilités selon les normes techniques

IR7.4 Nombre de concessions urbaines ou semi-urbaines desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts avec pavage ou sans et dont 90 % des usagers sont satisfaits des services offerts

Résultat 8 : Niveau de renforcement du développement durable et de recours aux énergies renouvelables

Indicateurs

IR8.1. Nombre de CSCOM équipés en panneaux solaires

IR8.2. Les locaux d'Action Mopti sont équipés de panneaux solaires

IR8.3 Nombre d'appui de Action Mopti aux partenaires dans la promotion des énergies renouvelables

Résultat 9 : Niveau de connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali par les habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY)

Indicateur

IR9.1. Taux d'élèves et étudiants des établissements concernés ayant obtenu la moyenne aux tests d'évaluation

4. SITUATION DE REFERENCE DES INDICATEURS D'IMPACT ET D'EFFET ET VALEURS CIBLES DES INDICATEURS POUR LA PERIODE DE 2014 A 2017

Indicateurs	Valeur cible	Valeur référence 2013
Objectif spécifique 1 : Niveau de la gouvernance locale et du développement local dans les zones d'intervention du programme		
<i>Résultat 1 : Les collectivités territoriales partenaires sont appuyées dans la mise en œuvre de leurs plans de Développement</i>		
IR1.1. Taux de collectivités partenaires organisant annuellement des débats publics autour du budget primitif	100%	100%
IR1.2. Taux de collectivités partenaires présentant un bilan annuel et organisant annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif	100%	100%
IR1.3. Taux de collectivités partenaires ayant au moins 3 commissions de travail fonctionnelles	80%	100%
IEFF1.1 Taux de collectivités partenaires ayant atteint un taux d'exécution du plan de développement d'au moins 50%	22.1%	17%
IEFF1.2. Taux de mobilisation des impôts et taxes des collectivités territoriales partenaires (Euro)	1.9	0,91
<i>Résultat 2 : Nombre de cercles dans lesquels le processus d'intercommunalité est amorcé</i>	2	0
IR2.1 Nombre de syndicats intercommunaux fonctionnels mis en place (équipe dirigeante)	2	0
IEFF2 Nombre de projets/équipements mis en œuvre dans l'intercommunalité	0	0
<i>Résultat 3 : Niveau d'accès des femmes aux ressources économiques et aux instances de décision</i>		
IR 3.1. Nombre d'actions mises en œuvre en faveur de la promotion des droits des femmes et de la lutte contre les VGB	Quelques	0

IR3.2. Nombre de femmes élues et leaders ont bénéficié des appuis du programme	250	195
IR 3.3. Taux des femmes participant/impliquées à la gestion communautaire dans les communes couvertes	30	0
IR 3.4. Taux des organes de décision prenant en compte le genre dans leur composition	80	20%
IR 3.5. Nombre de candidates potentielles identifiées pour les élections communales à venir	200	0
IR 3.6. Nombre d'unités de transformation et de commercialisation des produits locaux mises en place	6	5
IR 3.7. Nombre de projets AGR sur des filières porteuses financés pour les femmes et filles vulnérables et de projets	200	4 associations de PV VIH appuyées en AGR
IR 3.8. Nombre de projets à caractère social issus du PDESC réalisés	34	7
IR 3.9. Nombre d'élus, OSC, OCB et personnels communaux sont formés en planification et budgétisation sensibles au Genre	34	0
IR 3.10. Nombre communes partenaires ayant adopté la PBSG dans le cadre de leurs budgets et plans de développement	300	7%
IEFF3. Taux de femmes conseillères municipales des communes partenaires	Augmentation de 10%	15%
Résultat 4: mise en place d'un projet multi-acteurs sur la filière pêche		
IR4.1. Nombre d'unité de conservation et de transformation du poisson mise en place et fonctionnelle	1	0
IR4.2. Nombre de professionnels de la filière pêche formés	750	0
IR4.3 Nombre de comité de gestion mis en place et fonctionnel	1	0
IEFF 4. Les revenus des professionnels du poisson dans les communes de Socoura et Mopti ont augmenté de 20%	240000	200000

Objectif spécifique 2 : L'accès des citoyens aux services sociaux de base		
Résultat 5 : Degré d'amélioration de la fourniture des services sociaux de base en éducation		
IR5.1. Nombre d'auditeurs alphabétisés en français langue étrangère	2000	761
IR5.2. Nombre d'élèves maîtres de l'IFM formés aux techniques d'animation autour du livre	2500	2100
IR5.3 Nombre de bibliothécaires formés à la gestion et l'animation d'une bibliothèque	20	14
IR5.4. Nombre de conseillers pédagogiques, enseignants et directeurs d'école formés à la technique d'animation autour du livre	20 conseillers pédagogiques, 150 enseignants, 30 directeurs d'école	0 conseillers pédagogiques . 103 enseignants ; et 0 directeurs d'école
IR5.5. Nombre d'élus, de membres des APE et CGS formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE)	200	0
IR5.6. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi de la performance du système éducatif	9	0
IR5.7. Nombre de salles de classe réhabilitées ou construites et équipées	6	0
IR5.8. Nombre de programmes d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) réalisés	80%	

<p>IEFF 5: Taux des élèves de la 6^{ème} année des établissements scolaires accompagnés ayant un niveau supérieur à la moyenne régionale</p>	80%	<p>le niveau des élèves de la 6^{ème} année encadrés en lecture et calcul est supérieur à la moyenne dans les établissements de la zone d'intervention ; Le seuil est 20 points. Le niveau moyen des élèves de la région de Mopti est 18.5 points. Le niveau de Konna est : - Ecole A= 22.3 . - Ecole B=20.5 . - Ecole C=23.11. - Ecole D=24.7. Le niveau de Fatoma est :- Ecole A=21.3 . - Ecole B=20.5</p>
<p>Résultat 6 : Niveau d'amélioration de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de la santé</p>		
<p>IR6.1. Nombre d'élus et de membres des ASACO et des FELASCOM formés et sensibilisés sur la politique sectorielle de santé, la gestion, le suivi et l'évaluation des services de santé communautaire</p>	200	34
<p>IR6.2. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi et la livraison des services de qualité aux populations</p>	8	0
<p>IR6.3 Nombre de ménages qui ont intégré les bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes</p>	2000	410
<p>IR6.4 : Nombre de sessions alpha santé intégrative sont réalisées/tenues</p>	15	15
<p>IR6.5 Nombre de centres d'écoute, de soins et d'orientation en SR créés et fonctionnels à Mopti et Douentza</p>	2	0

IR6.6 Nombre de CSCOM réhabilités et équipés et d'agents formés en SR	6 CSCOM, 150 agents	le CSCOM de Konna a été réhabilité ; le CSCOM JP de Mopti a été doté en kit solaire et microscope et équipements médicaux et l'Hôpital SD de Mopti a été fourni en équipements médicaux. Formation de 25 agents de santé
IR6.7 Nombre de réseaux de femmes appuyés qui ont conçu et exécuté des plans de lutte contre les maladies, le VIH/excision	8	8 réseaux soit 425 femmes
IR6.8 Nombre de femmes leaders formées s'impliquant dans la gouvernance locale et la gestion des ASA.CO	80	61
IR6.9 Nombre de relais formés sur les dépistages des enfants fébriles, et sur la malnutrition.	30	20
IR6.10 Nombre de familles visitées quotidiennement pendant la saison d'hivernage	1800	737
IEFF 6. Le taux de fréquentation de 80% des CSCOM accompagnés a augmenté de 20%	20%	15%
Résultat 7 : Niveau de satisfaction de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement		
IR7.1. Nombre de villages des 34 communes d'intervention ayant atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisant correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles	200	30
IR7.2. Nombre d'établissements des 34 communes d'intervention ayant atteint le standar WASH UNICEF OMS	160	77
IR7.3 Nombre de points d'eau installés / réhabilités selon les normes techniques	10	17

IR7.4 Nombre de concessions urbaines ou semi-urbaines desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts avec pavage ou sans et dont 90 % des usagers sont satisfaits des services offerts	100	155
IEFF 7. Taux des villages et établissements scolaires concernés par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ayant atteint l'état FeDaL	70%	69%
IEFF 8. Taux des comités de gestion et des points d'eau et d'assainissement appliquant les principes du GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau)	90%	34%
Résultat 8 : Niveau de renforcement du développement durable et de recours aux énergies renouvelables		
IR8.1. Nombre de CSCOM équipés en panneaux solaires	4	4
IR8.2. Les locaux d'Action Mopti sont équipés de panneaux solaires	OUI	NON
IR8.3 Nombre d'appui de Action Mopti aux partenaires dans la promotion des énergies renouvelables	1+	1
Objectif spécifique 3 : Niveau de sensibilisation et de mobilisation des habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali		
Résultat 9 : Niveau de connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali par les habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY)		
IR9.1. Taux d'élèves et étudiants des établissements concernés ayant obtenu la moyenne aux tests d'évaluation	80%	60%

5. LE PLAN DE SUIVI DES INDICATEURS AVEC DES VALEURS CIBLES

Ce plan de suivi est un tableau qui s'appuie sur le cadre logique du programme pour détailler les principales exigences pour le suivi et l'évaluation de chaque indicateur et hypothèse. Il permet au personnel du programme sur le terrain de faire le suivi de l'état d'avancement vers des objectifs précis aux fins d'une transparence et d'une redevabilité améliorées au sein et en dehors du PADLM.

Matrice pour le suivi de ces indicateurs

Indicateurs	Définition	Méthodes/sources	Fréquence/calendrier	Responsabilités	Utilisation des informations / public
Objectif spécifique 1 : Niveau de la gouvernance locale et du développement local dans les zones d'intervention du programme					
<i>Résultat 1 : Les collectivités territoriales partenaires sont appuyées dans la mise en œuvre de leurs plans de Développement</i>			Mai	Responsable secteur appui aux collectivités	Evaluation de résultat
IR1.1. Taux de collectivités partenaires organisant annuellement des débats publics autour du budget primitif	Débat public : organisation d'une assemblée générale, de septembre à octobre avec les acteurs principaux communaux, sanctionné par un P.V	PV débats publics	Annuelle, mai	Responsable secteur	Évaluer la conformité aux dispositions juridiques et aux exigences des donateurs
IR1.2. Taux de collectivités partenaires présentant un bilan annuel et organisant annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif	Bilan annuel : compte rendu détaillé des activités annuelles (Administration : fonctionnalité des services, gestion de personnel ; Planification communale : Tenue de sessions communales, P.A et rendre compte de l'exécution du budget écoulée) par les élus avec la participation des acteurs communaux (Tutelle, Personnel communal, chefs de villages, OSC/OCB, partenaires et STDE). Elle se tient généralement en avril	rapport bilan et/ou PV de restitution	Annuelle, mai	Responsable secteur	Évaluer la conformité aux dispositions juridiques et aux exigences des donateurs
IR1.3. Taux de collectivités partenaires ayant au moins 3 commissions de travail fonctionnelles	commissions de travail : groupe chargé de réfléchir sur des questions spécifiques et de préparer la décision locale. La fonctionnalité d'une commission de travail se mesure par : l'existence d'un arrêté de création et de règlement intérieur, la tenue de réunions de commission sanctionnée par des P.V, l'existence de rapports assortis de	Rapport d'activités des commissions de travail, P.V de réunion, PV	Annuelle, janvier	Responsable secteur	Evaluer et tirer des enseignements

	conclusions et préconisations sur les questions étudiées par les commissions, ainsi que la restitution de ces rapports devant le conseil de la collectivité territoriale.	de sessions			
IEFF1.1 Taux de collectivités partenaires ayant atteint un taux d'exécution du plan de développement d'au moins 50%	Plan de développement : plan de développement économique social et culturel élaboré par une collectivité	PV CT	Annuelle, mai	Responsable secteur	Evaluer et tirer des enseignements
IEFF1.2. Taux de mobilisation des impôts et taxes des collectivités territoriales partenaires (Euro)	Mobilisation des impôts et taxes : la Taxe de Développement Régional et Local (TDRL), de la taxe d'enlèvement des ordures et de voirie (dans le quartier Mossinkorè) et des taxes de marchés dans les communes cibles du PADLM	PV régisseur, mairie	Annuelle, mai	Responsable secteur	Evaluer et tirer des enseignements
Résultat 2 : Nombre de cercles dans lesquels le processus d'intercommunalité est amorcé				Responsable appui CT	
IR2.1 Nombre de syndicats intercommunaux fonctionnels mis en place (équipe dirigeante)	Syndicats intercommunal : Un syndicat intercommunal est un établissement public de coopération intercommunale organisé en vue de coopérer sur des services d'intérêt intercommunal	PV syndicats	Annuel, janvier	Responsable secteur	
IEFF2 Nombre de projets / équipements mis en œuvre dans l'intercommunalité	Equipement : infrastructures ou équipements marchands (écoles, adduction d'eau, centre de santé, marché, abattoir, etc.)	Rapport annuel de partenariat	Annuel, janvier	Responsable secteur	
Résultat 3 : Niveau d'accès des femmes aux ressources économiques et aux instances de décision			Annuel, avril après la fête des femmes	Responsable secteur genre	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
IR 3.1. Nombre d'actions mises en œuvre en faveur de la promotion des droits des femmes et de la lutte contre les VGB	VGB : violence basée sur le genre. la violence dirigée spécifiquement contre un homme ou une femme du fait de son sexe ou qui affecte les femmes ou les hommes de façon disproportionnée.	PV réseau des femmes	Annuel, avril	Responsable secteur genre	

IR3.2. Nombre de femmes élues et leaders ont bénéficié des appuis du programme	Femmes élues : femmes élues dans le bureau des collectivités, à la députation. Femmes leaders : femmes qui dirigent les organismes ou institutions		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.3. Taux des femmes participant/impliquées à la gestion communautaire dans les communes couvertes	Gestion communautaire : qui est géré par la communauté (autorités traditionnelles, élus, représentants des organisations communautaires, services d'appui)		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.4. Taux des organes de décision prenant en compte le genre dans leur composition	Organes de gestion : comité mis en place pour gérer une organisation. Les organes de gestion existent au niveau de collectivités (bureau de collectivités) mais aussi pour la gestion des infrastructures scolaires, sanitaires, points d'eau, etc.		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.5. Nombre de candidates potentielles identifiées pour les élections communales à venir			Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.6. Nombre d'unités de transformation et de commercialisation des produits locaux mises en place	Produits locaux : articles créés, produits ou transformés localement		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.7. Nombre de projets AGR sur des filières porteuses financés pour les femmes et filles vulnérables et de projets	Projets AGR : projets générateurs de revenus		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.8. Nombre de projets à caractère social issus du PDESC réalisés	Projet à caractère social : appuis aux couches vulnérables		Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.9. Nombre d'élus, OSC, OCB et personnels communaux sont formés en planification et budgétisation sensibles au Genre	OSC : organisation de la société civile OCB : organisation communautaire de base	Rapports de formation	Annuel, avril	Responsable secteur genre	
IR 3.10. Nombre communes partenaires ayant adopté la PBSG dans le cadre de leurs budgets et plans de développement	PBSG : planification et la budgétisation sensibles au genre. approche permettant d'assurer une prise en compte systématique des besoins et intérêts des femmes et des hommes dans le processus de planification et de		Annuel, avril	Responsable secteur genre	

	budgetisation aux niveaux national, sectoriel et local. Elle permet d'orienter la planification et la budgetisation afin qu'elles prennent mieux en compte la réalité et les besoins des femmes et des hommes en matière de développement, dans un contexte particulier.				
IEFF3. Taux de femmes conseillères municipales des communes partenaires	Conseiller municipal : élu qui se trouve dans le bureau de gestion d'une collectivité				
Résultat 4: mise en place d'un projet multi-acteurs sur la filière pêche	Projet multi-acteurs : projet qui regroupe l'ensemble des acteurs de la filière pêche (producteurs, conservateurs, transformateurs, commerçants, consommateurs, appui technique, collectivités, etc.)			Responsable secteur pêche	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
IR4.1. Nombre d'unité de conservation et de transformation du poisson mise en place et fonctionnelle	Unité de conservation et de transformation : centre de conservation et de transformation du poisson avec production de glace, fumage, etc.	PV de comités de gestion	Annuel, janvier	Responsable secteur	Evaluer la performance
IR4.2. Nombre de professionnels de la filière pêche formés	Professionnels : personnes travaillant pour la plupart de son temps dans le secteur de la pêche. Il s'agit de pisciculteurs, de pêcheurs, de conservateurs, transformateurs, vendeurs.	PV de comités de gestion	Annuel, janvier	Responsable secteur	Evaluer la performance
IR4.3 Nombre de comité de gestion mis en place et fonctionnel	Comité de gestion : comité élu pour gérer un investissement commun	PV de comités de gestion	Annuel, janvier	Responsable secteur	Evaluer la performance
IEFF 4. Les revenus des professionnels du poisson dans les communes de Socoura et Mopti ont augmenté de 20%	Revenu : bénéfice tiré par les professionnels de la filière après la vente	PV de comités de gestion	Annuel, janvier	Responsable secteur	Evaluer la performance
Objectif spécifique 2 : L'accès des citoyens aux services sociaux de base					
Résultat 5 : Degré d'amélioration de la fourniture des services sociaux de base en éducation	services sociaux de base : Education, Santé, Hydraulique etc.			Responsable secteur éducation	Tirer des enseignements pour

					l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances
IR5.1. Nombre d'auditeurs alphabétisés en français langue étrangère	Les cours d'alphabétisation en français permettent d'élargir l'offre l'éducation. Les cours sont répartis en 4 niveaux : débutants, faux-débutants, intermédiaires et avancés. Un débutant est un analphabète et un faux débutant est quelqu'un qui a des notions de base en lecture et en écriture.	PV / Bilan des cours	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
IR5.2. Nombre d'élèves maîtres de l'IFM formés aux techniques d'animation autour du livre	Techniques d'animation autour du livre : techniques, arts et formes d'expression de bonne pratique d'animation en lecture et gestion des livres	Rapports de formation	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR5.3 Nombre de bibliothécaires formés à la gestion et l'animation d'une bibliothèque	Animation de bibliothèque : Techniques d'amélioration de la lecture et création de meilleures conditions d'apprentissage etc.	Rapports de formation	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR5.4. Nombre de conseillers pédagogiques, enseignants et directeurs d'école formés à la technique d'animation autour du livre		Rapports de formation	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR5.5. Nombre d'élus, de membres des APE et CGS formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE)	APE : association des parents d'élèves CGS : comité de gestion scolaire PRODEC : Programme Développement Décennal de l'Education PISE : Programme d'Investissement Sectoriel en	Rapports de formation	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions

	Education				
IR5.6. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi de la performance du système éducatif	cadre de concertation : rencontre planification, bilan et rétrospective pour plus de synergies et complémentarités d'action/harmonisation des approches, outils et plans d'action.	PV des cadres de concertation	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR5.7. Nombre de salles de classe réhabilitées ou construites et équipées			Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR5.8. Nombre de programmes d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) réalisés		Rapport Alliance franco-malienne	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IEFF 5: Taux des élèves de la 6ème année des établissements scolaires accompagnés ayant un niveau supérieur à la moyenne régionale	Moyenne régionale : moyenne de classe pour l'ensemble des académies de la région	Rapport académies	Annuel juillet	Responsable secteur éducation	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
Résultat 6 : Niveau d'amélioration de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de la santé			Annuel janvier	Responsable secteur santé	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
IR6.1. Nombre d'élus et de membres des ASACO et des FELASCOM formés et sensibilisés sur la politique sectorielle de santé, la gestion, le suivi et l'évaluation des services de santé communautaire	Les ASACO (Association de santé communautaire) sont créées par les communautés pour gérer les problèmes de santé. Elles sont chargées de la gestion des CSCOM.	Rapports de formation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet pour orienter la prise de décisions
IR6.2. Nombre de cadres de concertation tenus pour le suivi et la livraison des services de qualité aux populations		PV cadres de concertation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet

IR6.3 Nombre de ménages qui ont intégré les bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes	Bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes : prise en charge précoce des principales maladies de l'enfance au niveau des ménages et la prévention des IST/VIH et du SIDA. Les accompagnements essentiels porteront sur l'information, l'éducation, l'incitation au changement de comportement dans les ménages et le respect des pratiques familiales essentielles.	Rapports CSCOM	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR6.4 : Nombre de sessions alpha santé intégrative sont réalisées/tenues	sessions alpha santé intégrative : cours pour atténuer l'analphabétisme et l'illettrisme qui risquent d'augmenter les facteurs de vulnérabilité des femmes face aux maladies et aux IST/VIH et SIDA. Cette action vise à développer et améliorer les compétences des femmes en matière de prévention des maladies et des infections sexuellement transmissibles.	Rapports de formation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR6.5 Nombre de centres d'écoute, de soins et d'orientation en SR créés et fonctionnels à Mopti et Douentza	centres d'écoute, de soins et d'orientation : espaces de traitements, de préservatifs et contraceptifs qui sont dotés d'équipements informatiques pour traiter et stocker les informations relatives à la santé de la reproduction et aux violences sexuelles chez les femmes.		Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR6.6 Nombre de CSCOM réhabilités et équipés et d'agents formés en SR	SR	Rapports de formation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR6.7 Nombre de réseaux de femmes appuyés qui ont conçu et exécuté des plans de lutte contre les maladies, le VIH/ excision		Rapport réseaux, HCNLS	Annuel janvier	Responsable secteur	Tirer des enseignements
IR6.8 Nombre de femmes leaders formées s'impliquant dans la gouvernance locale et la gestion des ASA.CO		Rapports de formation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet

IR6.9 Nombre de relais formés sur les dépistages des enfants fébriles, et sur la malnutrition.		Rapports de formation	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR6.10 Nombre de familles visitées quotidiennement pendant la saison d'hivernage	Visites : nombre d'animations, d'IEC/CCC et de counselling	PV visites	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IEFF 6. Le taux de fréquentation de 80% des CSCOM accompagnés a augmenté de 20%		Rapport CSCOM	Annuel janvier	Responsable secteur	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
Résultat 7 : Niveau de satisfaction de la livraison des services sociaux de base dans le secteur de l'eau, hygiène et assainissement				Responsable secteur E/H/A	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention • Tirer des enseignements •
IR7.1. Nombre de villages des 34 communes d'intervention ayant atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisant correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles	statut de fin de défécation en plein air : utilisation des latrines traditionnelles améliorées	Rapport villages		Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR7.2. Nombre d'établissements des 34 communes d'intervention ayant atteint le standard WASH UNICEF OMS	standard WASH UNICEF OMS : normes mondialement admises par l'OMS.	Rapports visites écoles		Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR7.3 Nombre de points d'eau installés / réhabilités selon les normes techniques	Point d'eau : source d'eau. Un point d'eau est considéré comme fonctionnel lorsqu'il existe un comité de gestion de point d'eau, dispose d'un compte dans une IMF (Institution de microfinance) et arrive à assurer l'entretien des puits, l'eau du puits est disponible et utilisée	Rapports comités de gestion		Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR7.4 Nombre de concessions urbaines ou semi-urbaines desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts avec pavage ou sans et dont 90 % des usagers sont satisfaits des services	pavage : Une rue pavée est une rue aménagée, revêtue de pierres taillées et/ou dalles en ciment On entend par concessions rattachées/connectées au	Rapport mairie		Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet

offerts	système d'égout, les concessions dont les eaux sont drainées vers le réseau d'égout				
IEFF 7. Taux des villages et établissements scolaires concernés par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ayant atteint l'état FeDaL	L'ATPC ; assainissement total piloté par la communauté) est une approche qui consiste à amener une communauté à réfléchir sur ses comportements à en matière d'hygiène et d'assainissement, en vue d'aboutir à la fin de la défécation à l'air libre. L'indication de changement de comportement est donnée par la réalisation de latrines pour les populations ayant bénéficiées de l'accompagnement.	Rapports écoles		Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IEFF 8. Taux des comités de gestion et des points d'eau et d'assainissement appliquant les principes du GIRE	GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau	Rapport comités de gestion		Responsable secteur	
Résultat 8 : Niveau de renforcement du développement durable et de recours aux énergies renouvelables	Energie nouvelle : plaques scolaires et autres		Annuel janvier	Responsable secteur énergies	Évaluer l'impact pour justifier l'intervention
IR8.1. Nombre de CSCOM équipés en panneaux solaires		Rapport CSCOM	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR8.2. Les locaux d'Action Mopti sont équipés de panneaux solaires		Rapport Action Mopti	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
IR8.3 Nombre d'appui de Action Mopti aux partenaires dans la promotion des énergies renouvelables		Rapports partenaires	Annuel janvier	Responsable secteur	Suivre la mise en œuvre du projet
Objectif spécifique 3 : Niveau de sensibilisation et de mobilisation des habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY) sur les enjeux et contraintes d'un développement durable et solidaire au Mali					

<p>Résultat 9 : Niveau de connaissance des enjeux et problématiques d'un développement durable et solidaire au Mali par les habitants de Maurepas et des communes voisines (Coignières, CASQY)</p>					<p>Tirer des enseignements pour l'apprentissage organisationnel et le partage des connaissances</p>
<p>IR9.1. Taux d'élèves et étudiants des établissements concernés ayant obtenu la moyenne aux tests d'évaluation</p>		<p>Résultats des tests</p>	<p>Annuel Août</p>	<p>Responsable secteur</p>	<p>Suivre la mise en œuvre du projet</p>

RECOMMANDATIONS :

- Mettre en place un comité de pilotage dont le rôle sera d'orienter, de suivre et évaluer le projet. Ce comité sera composé de :
 - le Gouvernorat de région,
 - un représentant de la collectivité territoriale région ;
 - un représentant de chacune des collectivités territoriales des cercles d'intervention du PADLM ;
 - les représentants des services techniques déconcentrés ;
 - Les représentants des communes d'intervention ;
 - Les Partenaires techniques et financiers du PADLM (AFD...) ;
 - et des personnes-ressources, qui pourraient être consultées pour les données relatives aux indicateurs.
- Mettre en place un suivi participatif impliquant les acteurs de terrain;
- Mettre en place un plan de suivi-évaluation des données afin de mesurer les effets et impacts du projet, documenter les effets/changements à travers les bonnes pratiques, les témoignages des acteurs du projet ;
- Mettre en place et/ou actualiser la base des données sur le projet ;
- Réaliser des études thématiques ciblées sur les problématiques pertinentes du projet.

CONCLUSION

La situation de référence des indicateurs d'impact et d'effet du programme figurent déjà dans le document programme. Les valeurs de référence des indicateurs ont été établies pour l'année 2013.

La situation de l'organisation annuelle de réunions et débats publics par les collectivités partenaires a pu être réalisée pour l'ensemble des 15 communes de l'échantillonnage. Le taux d'exécution des PDESC, les impôts et taxes recouverts n'ont pas pu être collectés pour les cercles de Koro et Bankass. La situation des syndicats intercommunaux a été établie pour au moins 5 cercles

L'ensemble des cercles ont fournis les données sur les actions en faveur de la promotion des droits des femmes et la prise en charge des victimes de violences basées sur le genre. Action Mopti a donné les informations concernant les femmes élues et leaders ayant bénéficié des appuis du programme. Certains indicateurs du résultat 3 n'ont pas pu être renseignés pour Bankass et Koro, il s'agit par exemple du taux de femmes dans les structures de gestion.

Les indicateurs du résultat de l'éducation ont été obtenus pour tous les cercles. Ceux du résultat 4 se sont limités aux échantillons de 6 cercles. La situation est établie pour la plupart des cercles en ce qui concerne les indicateurs de la santé. Cependant, les données sur les cadres de concertation tenus manquent pour Koro et Bankass mais aussi certaines données sanitaires de Djenné ne sont pas encore disponibles.

Le nombre de villages et établissement scolaires qui ont atteint le statut FDAL a été établi pour tous les cercles à l'exception de Youwarou ; la situation des points d'eau installés ou réhabilités n'est pas établie pour Koro. La situation des concessions disposant de réseau d'égouts ou mini-égouts n'a pu être établie que pour 4 cercles.

La situation d'équipement des CSCOM en panneaux solaires n'a pas pu être dressée pour le cercle de Djenné. La situation de référence par cercle est établie pour le résultat 9, la collecte doit être faite au niveau des académies dont le cumul produira le chiffre du cercle.

Le plan de suivi des indicateurs a été élaboré en tenant en compte la source d'information et la périodicité.

Les indicateurs à renseigner doivent être partagés avec les responsables chargés de les renseigner. Pour cela, il serait intéressant de prévoir un accompagnant pour la collecte des informations. Les indicateurs de suivi doivent être installés sur un fichier Excel pour faciliter le suivi.

ANNEXES

Annexe 1 : Personnes rencontrées

Prénom & Nom	Structure/Poste	Lieu	Contacts
1. David GUINDO	Mairie	Soroly	66854475
2. Housseini SAYE	Mairie	Bandiagara	66254451
3. Moussa Allaye CISSE	Conseil de Cercle	Mopti	66794897
4. Mintou Mariko	CSREF	Mopti	79154620
5. Abdrahamane FAYE	Conseil de Cercle	Douentza	79149032
6. Ibrahima SOW	Mairie	Tenenkou	79132695
7. Demba KONTA	Mairie	Youwarou	79371914
8. Mahamadou GUINDO	Mairie	Konna	65771368
9. Oumar TANGARA	Mairie	Fatoma	66226367
10. Ousmane KARENTAO	CGS FAAID	Djenné	74684426
11. Omarou Issa TRAORE	CAP	Djenné	79283685
12. Ibrahim Sow	Djennery	Djenné	76258330
13. IssiakaMaiga	Developpement Social	Djenné	76025598
14. Diaguinékeuronté	hygiène et Assainissement	Djenné	76 23 86 01
15. Ibrahima Sidibé	Hydraulique/Service local	Mopti	6593 09 49
16. Daouda Traoré	Direction régionale Assainissement et Hygiène	Mopti	66124128
17. Idrissa Mahamane Maiga	Secteur Pêche	Mopti	76122896
18. Daouda Traoré	Services local Assainissement	Mopti	66124128
19. Mme Diallo Mama Diarra	Promotion de la femme	Mopti	66723093
20. BokaryGuindo	Pêche	Mopti	76042345
21. NR	Promotion de la Femme	Mopti	66723093
22. Paté ONGOÏBA	Développement social	Mopti	76142983
23. Sidi Ag Anagma	Service local du développement social	Mopti	78631648
24. Ibrahima Sidibé	Direction régionale Hydraulique	Mopti	65930949
25. Dr Mama coumare,Ibrim Coulibaly, sage FemmeMdame Diallo	Direction régionale de la santé		76108433,7
26. Younoussa S M Maiga	Academie d'enseignement	Mopti	65013909
27. Abdoulaye Kassé	CAP	Mopti	66724746
28. Kambe KORNION	CAP	Mopti	75054630

29. Youssouf Dembélé	CSREF	Youwarou	66944147
30. Mme Traoré Mariam DJIGA	CAFO	Youwarou	75380737
31. DIAARA Amadou	Secteur Pêche	Youwarou	76353322
32. Nouhoum TIE TIAO	FELASCOM (President)	Youwarou	64505006/79203721
33. NR	Développement Social	Youwarou	
34. Amadou Bocum	CG point d'eau	Youwarou	79266970/66446155
35. BouremaKonta	Syndicat des Transporteurs	Youwarou	61323942
36. Aly TRAORE	Groupement agriculteur	Youwarou	77640035
37. Moussa A COULIBALY(president)	FELASCOM	Tenenkou	79448970
38. Ibrahima DIARRA	Chambre de Commerce	Tenenkou	79132664
39. Ousmane SOW	Service locale promotion de la femme, de l'enfant et de la famille	Tenenkou	79134350
40. Amadou DAOU	Secteur Pêche	Tenenkou	79209598
41. Emmanuel DIARRA Chef Postes	Developpement Social et Economie Solidaire	Tenenkou	66222296
42. Oumou Cissé	Société Civil (Groupement Dental)	Tenenkou	79085431/65277859
43. AgalyHarber Issa Guindo	Hygiène publique et salubrité, Assainissement	Tenenkou	76551898/76288643
44. Emnuel Diarra/Amadou Coulibaly Médecin, chef SDES	SD SES/CSREF	Tenenkou	66222296/76429291
45. Amadou Niangaly (D CAP)	Centre d'animation pédagogique (CAP)	Tenenkou	76333307
46. Salmana Coulibaly	Société civile a la Retraite	Tenenkou	
47. Kadeer Cissé	FELASCOM	Douentza	79216454
48. Ousmane Cissé représentant promotion	Promotion de la femme et développement social	Douentza	66528065
49. AllassaneMaiga	Pêche	Douentza	77122865
50. Abdramane Touré	Federation nationale des	Douentza	66665968/79220595

	artisans		
51. Boubacar Dembélé	Hydraulique	Douentza	76014611
52. BoubaMaiga	ASACO	Douentza	76866160
53. AldjoumaMaiga/Aly Traoré	CSREF/Developpement social	Douentza	76051080
54. Laya Ongoiba	CAFO Présidente	Douentza	71181247
55. Conseiller pédagogique	CAP	Douentza	76157464
56. Demba Traoré/Dramane Maiga	Hygiène et Assainissement	Douentza	76508944
57. Kanta Ibrahim	Action Mopti	Mopti	79018019
58. BelcoNiangaly	CGS Walirdé	Walirdé	76430142
59. MasseydouDienta	CSCOM Sévaré	Sévaré	76060136
60. Nana mint Hamed	Association nana agré	Sévaré	66726674
61. Abdoulaye Cissé	Cooperative des éleveurs de Hamdalaye	Sévaré	79046851
62. Aliou Touré	CARE	Sévaré	65730182
63. NR	AGAKHAN	Mopti	75993694
64. BoureimaSacko	CRS	Sévaré	76485866
65. Soma konaré	UNICEF	Sévaré	
66. Sana Ouologuem	Président de la coordination des CGS Bandiagara ville	Badiangara	66565762
67. David Guindo	Conseiller Pédagogique/CAP	Badiangara	66854475
68. Amaï ben Guindo	Service local de la production animal	Badiangara	63370433
69. Abdoulaye Mahamane	Hydraulique	Badiangara	65954151
70. Amadou Tamboura	ONG GAAS-MALI Chargé de l'éducation	Badiangara	66953858
71. Boubacar sidiki Kouyaté	Médecin chef CSREF	Badiangara	66854411
72. Ousmane Ouane	Hygiène et Assainissement	Badiangara	76275301
73. Mamadou Adama Camara	Développement Social	Badiangara	65008796
74. Mdamé Traoré Aissata I Maiga	Présidente promotion de la femme	Badiangara	63358473
75. Mathias Douyon/AlayeGuindo Président CGS	CGS Education Président	Soroly	65540973/65762188
76. YounoussaToloCommerçant	Professionnelles et Socio professionnelles (Commerçant	Bandiagara	66912406

77. MameGuindoMadinaGuindo	CAFO	Bankass	69520295
78. Younoussa L Maiga	Commerçant	Bankass	79342845
79. Yaya Dramane Mariko	CAP	Bankass	70624107
80. MahamoudouGuindo	Secteur Santé CSREF	Bankass	66234555
81. Fousseyni Bamba	Service Hygiène et Assainissement	Bankass	66835121
82. HassimGuindo gestionnaire	Service hydraulique	Bankass	79352882
83. Seydou Kassambara	Promotion de la Femme	Bankass	64929690
84. Younoussa L Maiga	CG point d'eau	Bankass	79342845
85. Younoussa L Maiga	CGS Education	Bankass	79342845
86. OgodamNiangaly	CG Point d'eau	Koro	
87. Mme SoumaréKadiaTembely	Groupement de Femmes	Koro	79318618
88. Mme Koné DjénébaKassogué	CGS Education	Koro	
89. Bamadio	Service Pêche	Koro	76213295
90. SiakaTogola Po/ Adjoint	CAP Koro	Koro	
91. Moustapha Bagayogo	Promotion de la Femme et Développement Social	Koro	
92. Moustapha Sissoko	CSREF	Koro	
93. Moustapha Bagayoga	Promotion de la femme et développement social	Koro	
94. MameToloAssétouMagassa/MameKanéDj énébaKassogué	CAFO	Koro	
95. Soumaila Sangaré/ ElhabibMaiga	Mairie	Djenné	60149757

Annexes 2 : Outils de collecte

Type de questionnaire

Identification

1. Cercle
2. Commune
3. Ville / village
4. Nom de l'organe de gestion
5. Nom des répondants
6. N° Téléphone
7. Nom de l'enquêteur
8. Date de l'enquête

QUESTIONS

S.1.1.1 Y a-t-il une confiance entre les habitants, les élus, les services techniques sur la légitimation (justification, normalité) de la fiscalité locale ?

S.1.1.2 Pourquoi ?

S.1.2.1 Les rôles entre élus et services techniques sont-ils clarifiés pour permettre une meilleure mise en œuvre de la décentralisation de l'éducation ? OUI ; NON

S.1.2.2 Pourquoi ou comment ?

QUESTIONS R.1

R.1.1.1 Pourcentage d'élus formés en planification

R.1.1.2 Pourcentage d'élus formés en montage de budget

R.1.1.3 Pourcentage d'élus formés en gestion du patrimoine (investissements)

R.1.1.4 Pourcentage d'élus formés en gestion de ressources humaines :

R.1.1.5 Pourcentage d'élus formés en passation et suivi des marchés

R.1.3.1 Votre collectivité organise t'elle annuellement des débats publics (au niveau de la base, dans les villages) autour du budget primitif ?

R.1.3.1 Votre collectivité organise t'elle annuellement des débats publics (au niveau de la base, dans les villages) autour des bilans annuels ?

R.1.4.1 Votre collectivité présente t'elle le bilan annuel au conseil communal ?

R.1.4.2 Votre collectivité organise t'elle annuellement des réunions publiques de restitution du compte administratif (recettes et dépenses) ?

R.1.5.1 Combien de commissions de travail existent au sein de votre collectivité ?

R.1.5.2 Combien de commissions de travail sont fonctionnelles au sein de votre collectivité ?

R.1.6 Quel est le taux d'exécution du plan de développement (PDESC) atteint par votre collectivité en 2013 ?

R.1.7.1.1 Quel est le montant moyen en Global des impôts recouverts par votre collectivité ?

R.1.7.1.2 Quel est le montant moyen par habitant des impôts recouverts par votre collectivité ?

R.1.7.2.1 Quel est le montant moyen par habitant des taxes recouvertes par votre collectivité ?

R.1.7.2.2 Quel est le montant moyen par habitant des taxes recouvertes par votre collectivité ?

QUESTION R.2

R.2.1 Combien de syndicats intercommunaux existent (avec équipe dirigeante) dans votre collectivité ?

R.2.1.2 Combien de syndicats intercommunaux sont fonctionnels (avec équipe dirigeante) dans votre collectivité ?

R.2.2 Quel est votre niveau de satisfaction sur la gestion des services d'intérêt commun (gestion des équipements et des services) ? Pas satisfait ; Satisfait . Assez satisfait ; Très satisfait

QUESTION R.3

R.3.1.1 Combien d'actions ont été réalisées en faveur de la promotion des droits des femmes en 2013 ?

R.3.1.2 Combien de victimes de violences basées sur le genre ont été prises en charge en 2013 ?

R.3.3 Quel est le taux de femme dans votre structure de gestion (ou comité de gestion ou qui participent à la gestion communautaire) ?

R.3.3.1 Combien de femmes élues ont bénéficié des appuis du programme PADLM en 2013 ?

R.3.3.2 Combien de femmes leaders ont bénéficié des appuis du programme PADLM en 2013 ?

R.3.4 Prise en compte du genre dans vos organes de gestion

R.3.5 Combien de candidates femmes étaient inscrites (ou se sont présentées) lors des élections communales passées ?

R.3.6.1 Combien d'unités de transformation des produits locaux existent dans votre cercle ?

R.3.6.2 Combien d'unités de commercialisation des produits locaux existent dans votre cercle ?

R.3.7 Combien de projets de votre secteur à caractère social issus du PDESC ont été réalisés en 2013 ?

R.3.7.1 Combien de projets AGR ont été réalisés sur des filières porteuses financés pour les femmes et filles vulnérables (financés par Action Mopti) ?

R.3.7.2.1 Combien de projets à caractère social existent dans le PDESC de 2013 ?

R.3.7.2.2 Combien de projets à caractère social ont été réalisés en 2013 ?

R.3.8.1 Votre collectivité (ou cercle) a-t-il adopté la planification et la budgétisation sensibles au genre dans le cadre de leurs budgets et plans de développement ?

R.3.8.2 Donnez les raisons !

R.3.9 Combien d'élus de votre collectivité ont été formés sur le thème de la planification et la budgétisation sensibles au genre (PBSG) ? OUI ; NON

R.3.10 Quel est le nombre de femmes conseillères municipales dans votre commune ?

QUESTION R.4

R.4.1.1 Combien d'unités de conservation du poisson sont mises en place et fonctionnelles ?

R.4.1.2 Combien d'unités de transformation du poisson sont mises en place et fonctionnelles ?

R.4.2 Combien de professionnels de la filière pêche ont été formés en 2013 ?

R.4.3 Existe-t-il un comité de gestion fonctionnel de la filière pêche ? OUI ; NON

R.4.4 Quel est le montant moyen des revenus des professionnels du poisson ?

QUESTION R.5

R.5.1 Combien d'auditeurs sont alphabétisés en français langue étrangère ?

R.5.1.1 Combien d'auditeurs ont été formés pendant les Cours d'alphabétisation en Français et de Français Langue Etrangère (FLE/FLS/FOS)

R.5.2 Combien d'élèves maîtres de l'IFM sont formés aux techniques d'animation autour du livre ?

R.5.3 Combien de bibliothécaires sont formés à la gestion et l'animation d'une bibliothèque ?

R.5.4.1 Combien de conseillers pédagogiques sont formés à la technique d'animation autour du livre ?

R.5.4.3 Combien de directeurs d'école sont formés à la technique d'animation autour du livre ?

R.5.4.2 Combien d'enseignants sont formés à la technique d'animation autour du livre ?

R.5.5.1 Combien d'élus ont été formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE) ?

R.5.5.2 Combien de membres des Associations des parents d'élèves ont été formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE) en 2013 ?

R.5.5.3 Combien de membres des CGS (comité de gestion scolaire) ont été formés sur les orientations de la Politique nationale (PRODEC et le PISE) en 2013 ?

R.5.6 Combien de cadres de concertation se sont tenus en 2013 pour le suivi de la performance du système éducatif ?

R.5.7.1 Combien de salles de classe ont été réhabilitées en 2013 ?

R.5.7.2 Combien de salles de classe ont été construites en 2013 ?

R.5.7.3 Combien de salles de classe ont été équipées en 2013 ?

R.5.8.1.1 Avez-vous un programme d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) au niveau de votre CAP / Académie en 2013 ? OUI ; NON

R.5.8.1.2 Quel est le taux de programme d'animations (rencontres/ échanges culturels, théâtre, contes, chants/musique, etc.) réalisés par votre structure ?

R.5.8.2.1 Pourquoi l'Alliance franco-malienne de Mopti veut mettre en place des événements culturels et éducatifs ?

R.5.8.2.2 Combien de programme d'animations sous forme de rencontres/ échanges culturels ont été réalisés par Alliance Française ou Action Mopti en 2013 ?

R.5.8.2.3 Combien de programme d'animations en théâtre ont été réalisés par Alliance Française ou Action Mopti en 2013 ?

R.5.8.2.4 Combien de programme d'animations en contes ont été réalisés par Alliance Française ou Action Mopti en 2013 ?

R.5.9 Quel est la moyenne supérieure des élèves de la 6^{ème} année de votre CAP ou Académie en 2013 ?

QUESTIONS R.6

R.6.1.1 Combien de membres (d'élus) ont été formés sur la politique sectorielle de santé ?

R.6.1.2 Combien de membres (d'élus) ont été formés sur la gestion de santé communautaire

R.6.1.3 Combien de membres (d'élus) ont été formés sur le suivi et l'évaluation des services de santé communautaire

R.6.2 Combien d'élus sont sensibilisés sur leurs rôles et responsabilités dans l'exercice de la supervision des ASACO en 2013 ?

R.6.3 Combien (le taux) de cadres de concertation se sont tenus pour le suivi et la livraison des services de qualité dans la santé aux populations en 2013 ?

R.6.4 Quel est de ménages qui ont intégré les bonnes pratiques familiales essentielles à la survie des enfants et des femmes ?

R.6.5 Combien de sessions alpha santé intégrative ont été ouvertes en 2013 ?

R.6.6 Combien de centres d'écoute, de soins et d'orientation en Santé de la Reproduction fonctionnels existent dans les cercles de Mopti et Douentza ?

R.6.7.1 Combien de CSCOM ont été réhabilités en 2013 ?

R.6.7.2.1 Combien de CSCOM ont été équipés en 2013 ?

R.6.7.2.2 Combien d'agents ont été formés en santé de la Reproduction en 2013 ?

R.6.8.1 Combien de réseaux de femmes disposent de plans de lutte contre les maladies ?

R.6.8.2 Combien de réseaux de femmes disposent de plans de lutte contre le VIH ?

R.6.8.3 Combien de réseaux de femmes disposent de plans de lutte contre l'excision ?

R.6.9.1 Combien de femmes leaders formées s'impliquent dans la gouvernance locale ?

R.6.9.2 Combien de femmes leaders formées s'impliquent dans la gestion des ASACO ?

R.6.10 Combien de relais avez-vous formés sur les dépistages des enfants fébriles, et sur la malnutrition ?

R.6.10.1 Combien de relais existent en 2013 sur les dépistages des enfants fébriles ?

R.6.10.2 Combien de relais existent en 2013 sur sur la malnutrition ?

R.6.11 Quelle est le nombre moyen de familles visitées quotidiennement par les relais ou services sanitaires pendant la saison d'hivernage en 2013 ?

R.6.12 Quel est le taux de fréquentation des CSCOM ?

QUESTION R.7

R.7.1 Combien de villages de votre cercle d'intervention ont atteint le statut de fin de défécation en plein air et utilisent correctement les réalisations d'assainissement familiales et individuelles (FDAL)?

R.7.2 Combien écoles de votre cercle / commune ont atteint FDAL ?

R.7.3.1.1 Combien de points d'eau ont été installés selon les normes techniques ?

R.7.3.1.2 Combien de points d'eau ont été réhabilités selon les normes techniques ?

R.7.3.2 Quel est votre niveau de satisfaction par rapport au service des points d'eau ? Non satisfait ;satisfait ;peu satisfait;très satisfait.

R.7.4 Quel est votre niveau de satisfaction sur l'usage du réseau d'égout ? Pas satisfait ; Satisfait . Assez satisfait ; Très satisfait

R.7.4.2 Combien de concessions urbaines ou semi-urbaines sont desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts avec pavage OUI ; NON

R.7.4.2.1 Si OUI, combien

R.7.4.2 Combien de concessions urbaines ou semi-urbaines sont desservies par un réseau d'égouts ou mini-égouts sans pavage

R.7.5.1 Avez-vous une connaissance du nombre de villages et d'établissements scolaires concernés par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire qui ont atteint l'état de Fin de la Défécation à l'Air Libre (FeDaL) ? OUI ; NON

R.7.5.1.1 Combien de villages sont concernés en 2013 par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ?

R.7.5.1.2 Combien d'établissements scolaires sont concernés en 2013 par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ?

R.7.5.2.1 Combien de villages concernés en 2013 par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ont atteint l'état de Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) ?

R.7.5.2.2 Combien d'établissements scolaires concernés en 2013 par l'Assainissement Total Piloté par la Communauté et l'Hygiène scolaire ont atteint l'état de Fin de la Défécation à l'Air Libre (FDAL) ?

R.7.6 Quel est le taux de comités de gestion des points d'eau appliquant les principes du GIRE (Gestion Intégrée des Ressources en Eau) ?

QUESTION R.8

R.8.1 Combien de CSCOM sont équipés en panneaux solaires ?

R.8.2 Les locaux d'Action Mopti sont-ils équipés en panneaux solaires ?

R.8.3 Combien d'activités de Action Mopti visent l'appui des partenaires dans la promotion des énergies renouvelables ?

QUESTION R.9

R.9.1 Quel est le taux d'élèves de vos établissements qui ont obtenu la moyenne au DEF de 2013 ?

R.S.7 Quelles sont les principales solutions pour le développement de la filière pêche ?